6e Année, N° 100 - 15 Mars 1930

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration :
54, rue du Château-d'Eau, PARIS-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES, MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, (A. Richard, etc.)

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouvians, C. Talès, U. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois........	20 fr.	Un an........	40 fr.

EXTERIEUR

Six mois........	26 fr.	Un an........	50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99).

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :
Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

CONSERVEZ LA COLLECTION DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Nous avons un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928 et 1929.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).

LE CARNET DU SAUVAGE

Tardieu remis en selle

J'avais été obligé d'écrire mon dernier Carnet à un moment où Tardieu était par terre, où le cabinet Chautemps était formé mais où il n'avait pas encore affronté les feux de la Chambre; il s'y faisait rôtir au premier contact, mais notre numéro était tiré.

Sans m'exagérer la solidité d'un cabinet Chautemps, je pensais qu'il trouverait néanmoins une faible majorité; il a été tout de suite mis en minorité, malgré le gratin radical dont il s'était entouré, malgré les Steeg, les Sarraut et les Charles Dumont qui devaient cependant rassurer les bons bourgeois. Certes, Chautemps n'a pas fait le ministère qu'il comptait faire; il a fait non pas un ministère de concentration à la Chautemps, mais un cabinet radical à la Daladier, et c'est ce dernier cabinet qui a été renversé. Mais celui qu'il aurait voulu faire, il n'avait pu le faire et il ne l'avait pas pu parce que c'était une chose impossible.

Cette Chambre ne peut accepter un cabinet radical, à plus forte raison un cabinet socialiste. La chute de Chautemps a été un coup de massue pour les participationnistes socialistes. Boncour et ses amis peuvent en faire leur deuil, ils ne retrouveront pas un maroquin avant les élections de 1932. A moins de jouer les Laval dans quelqu'une des combinaisons qui succèderont au second ministère Tardieu. Car ce second ministère sera plus fragile encore que le premier. Mais avant quatre mois, Poincaré sera guéri, et la Chambre, cette ingrate mégère qui le força à parler huit jours durant sans résultat, se jettera à ses pieds pour qu'il la sorte du pétrin et lui évite la dissolution.

En attendant, Tardieu finira de se démonétiser. Il était revenu de La Haye sans grand succès; il reviendra de Londres l'oreille basse. Il n'aura pu inaugurer une politique internationale différente de celle de Locarno, et il aura saboté celle de Briand, qui n'est rien d'autre pourtant que celle des Cartels du grand patronat.

Je ne sais plus sous quelle plume communiste j'ai lu que ces cartels étaient menacés et que notamment celui de l'acier était virtuellement dissous. Où a-t-on pris ça? Justement, Louzon nous affirme aujourd'hui que le Cartel de l'acier et celui de la potasse viennent de se renforcer.

Le grand patronat peut fort bien avoir deux politiques apparemment discordantes, l'une d'allure pacifiste à l'extérieur et l'autre d'allure chauvine à l'intérieur, ne serait-ce dans ce dernier cas que pour sauvegarder son industrie des plaques blindées.

Mais que va-t-il advenir des assurances sociales et à quelle sauce Laval va-t-il les préparer pour le 1er juillet? C'est ce qu'on va savoir bientôt. Là où Loucheur avait reculé devant le patronat, pourquoi Laval ne reculerait-il pas à son tour? Mais en ce cas comment s'y prendrait-il pour obtenir la capitulation de Jouhaux et de la C. G. T. sur ce point capital des assurances sociales? Les principes, ni les scrupules, on le sait, n'étouffent pas Laval. C'est évidemment par la corruption des hommes qu'il tentera de résoudre les difficultés insolubles qui se présentent devant son ministère du travail. D'avance, on peut dire qu'il n'aboutira pas à concilier les contraires et à faire un projet qui satisfasse à la fois le Comité des forges et les Syndicats ouvriers. Tout au plus réussira-t-il à mettre en mauvaise posture les dirigeants de la C. G. T. qui accepteraient d'être associés à ses savantes opérations. Je me demande si ce n'est pas arrivé déjà avec l'histoire de la réunion commune des Bureaux des Internationales socialiste et syndicale.

Mais ce n'est pas Laval, pas plus que Paul Reynaud, qui redonnera du lustre au ministère Tardieu. Pour son coup d'essai, Reynaud a bien failli renverser sur lui les colonnes de la Bourse. L'homme de la N'Goko Sangha jeté à terre une première fois est remonté en selle. Pour combien de temps?

L'absence de Jouhaux

Que se passe-t-il donc de mystérieux à l'Internationale syndicale d'Amsterdam?

Une réunion commune des Bureaux de l'Internationale socialiste et de l'Internationale syndicale s'est tenue à Paris, le 7 mars, pour discuter du désarmement naval et Jouhaux n'y était pas. Pourtant, il est bien un spécialiste du désarmement, comme Dumesnil est un spécialiste du tonnage et de la marine. Pourtant, il est bien toujours vice-président de l'Internationale Syndicale. D'habitude, pour rien au monde il ne manquerait une réunion de son Bureau, dût-il faire pour s'y rendre plusieurs milliers de kilomètres. Voilà que la réunion se tient à Paris et ce vice-président, qui n'a pas à se déranger, n'y est pas.

Mieux que cela, il ne se fait suppléer par personne, si bien que le communiqué de la Conférence signale une copieuse représentation du parti socialiste français, mais pas un seul représentant de la C. G. T. De plus, tandis que le Populaire *du 8 mars consacre ses trois colonnes de tête à cette réunion, le* Peuple, *le quotidien confédéral, lui accorde chichement un filet en deuxième page et ne donne que le lendemain, 9 mars, sans un mot de commentaire, et toujours en deuxième page, la résolution — que nous reproduisons plus loin — rédigée par Vandervelde et adoptée à l'unanimité.*

Que signifie cette absence de Jouhaux et de la C. G. T.? Absence d'autant plus marquée que la présence de Jouhaux avait été annoncée comme assurée par le Populaire *du 2 mars; ainsi d'ailleurs que celle de Grassman, autre vice-président de l'Internationale syndicale, au nom de la C. G. T. allemande. Grassman et Jouhaux n'ont pas paru. La C. G. T. allemande et la C. G. T. française se sont abstenues. L'Internationale syndicale n'a été représentée que par son président Citrine, des Trade-Unions anglaises, par l'un de ses vice-présidents, Mertens, de la Commission syndicale belge, par Jacobsen, du Danemark, et enfin par Schevenels, son nouveau secrétaire, sans doute.*

Je dis : sans doute son nouveau secrétaire, parce que les syndiqués confédérés ne sont guère mieux renseignés sur ce qui se passe à l'Internationale d'Amsterdam que ne le sont les syndiqués unitaires sur ce qui se passe à l'I. S. R. Les journaux anglais ont annoncé dernièrement que Sassenbach quittait le secrétariat d'Amsterdam, mais le Peuple *n'a parlé de rien. Un nouveau secrétaire serait entré en fonctions et il n'en aurait pas davantage parlé. Un changement de secrétaire n'a pas en soi l'importance d'un événement, mais il est fort possible qu'il y ait derrière ce silence un nouveau chapitre de la lutte d'influence au sein de l'Internationale d'Amsterdam, de la lutte entre l'esprit des Trade-Unions et celui du mouvement syndical allemand.*

Battus sur le choix du successeur de Sassenbach, du nouveau secrétaire de l'Internationale syndicale, Jouhaux et Grassmann ont-ils boudé la réunion du 6 mars?

Il faut écarter, évidemment, l'hypothèse que Jouhaux aurait pu refuser par raison de principe d'assister à la réunion commune des Bureaux de l'Internationale socialiste et de l'Internationale syndicale. De telles réunions ont déjà eu lieu, il me semble, et il y a pris part. En tout cas, si l'hypothèse valait pour Jouhaux, elle ne vaudrait pas pour un social-démocrate comme Grassman.

Alors, quelle explication à cette absence de Jouhaux? Il reste une autre hypothèse. Entre le 2 mars, où sa présence était assurée, et le 7 mars, où la réunion se tenait, quelque chose s'est passé. Cette réunion des deux Bureaux avait été convoquée certainement à la demande des Trade-Unions anglaises afin d'obtenir l'appui des deux Internationales aux propositions de désarmement naval faites à la Conférence de Londres par le gouvernement travailliste de Mac Donald, proposition combattue notamment par le gouvernement français, par Tardieu et par Briand. Est-ce que Briand, est-ce que Tardieu par l'entremise de Laval seraient intervenus auprès du vice-président français de l'Internationale syndicale? Ce n'est pas une chose impossible à imaginer. Auraient-ils pu obtenir qu'il n'assistât pas à cette manifestation des deux Internationales? Pourquoi pas? Qu'y aurait-il de surprenant à ce que Jouhaux se soit mis derrière le gouvernement français, et qu'il y ait mis la C. G. T. Cela ne ferait jamais qu'une fois de plus.

Nous en sommes réduits pour le moment aux hypothèses sur l'absence de Jouhaux à cette réunion des deux Bureaux, mais cette absence ne peut pas manquer de provoquer dans l'Internationale Syndicale et dans l'Internationale Socialiste des discussions qui permettront à la vérité de filtrer.

Pauvre 6 mars !

La dégringolade du 1er août au 6 mars est lamentable. Le 1er août avait été peu de chose. Le 6 mars n'a rien été.

*L'*Humanité *peut s'évertuer à tromper ses lecteurs de Moscou; elle y parviendra peut-être; mais elle ne trompera pas ses lecteurs français, surtout ses lecteurs parisiens. Ils savent qu'en fait de démonstration, le 6 mars n'a été qu'une démonstration de la flicaille. Si l'on excepte le Bâtiment, aucune corporation, pas même celle des Chauffeurs d'autos, n'a répondu à l'appel du Parti communiste et de la C. G. T. U. Comme chaque année, au début de mars, le Bâtiment parisien a déjà sa journée de manifestation, on peut dire que tous les appels lancés sont donc tombés dans le vide.*

Les dirigeants communistes ont une belle occasion de se livrer à l'auto-critique. Ils ont déjà commencé. « Le 6 mars, a proclamé Gitton, nous avons enregistré de nombreuses faiblesses dans nos rayons, nos cellules, parmi les syndicats unitaires.

L'idée ne leur vient pas à l'esprit que leur mot d'ordre était stupide, qu'on ne fabrique pas des « Journées rouges » en série, qu'ils sont par conséquent les premiers responsables de l'échec du 6 mars. Non, ils sont infaillibles et les coupables doivent être cherchés hors du Vatican communiste.

On en cherchera des coupables et, soyez tranquilles, on en trouvera. La chasse sera fructueuse tant dans le Parti communiste qu'à la C.G.T.U. Les militants du rang paieront pour les grands chefs. Gare à ceux qui ne diront pas merci quand on leur étrillera les côtes!

La décomposition du Parti communiste, déjà si avancée, sera encore accélérée. N'annonce-t-on pas qu'une fournée d'exclusions se prépare dans le Nord, au même moment où l'on repêche le député Désoblin. C'est que Désoblin est un communiste de vieille date et à toute épreuve. Lors de la grève des cheminots de 1920 et plus tard encore, il était aux côtés de Bidegaray et parmi les plus violents adversaires des révolutionnaires, mais un siège de conseiller général eut vite fait de le gagner au communisme. Il est donc tout à fait à sa place au Parti communiste et ce sont les militants ouvriers du Nord qui n'y sont pas à la leur. Qu'y font aussi ces militants du Comité de grève de Belfort, ce « Comité de grève du patronat »? Qu'y font ces militants qui ont mené si mollement la grève de Morez? A la porte les Chevassus et les Langumier! Renaud Jean et la Confédération paysanne vont-ils enfin respecter la « ligne »? A la porte aussi ces techniciens atteints de la maladie de l'indiscipline et de l'indépendance, probablement parce qu'ils se sont rendu compte que l'Ustica était morte d'avoir été l'esclave du parti!

Il y a quelques années, avant la radicalisation des masses et le nouvel essor révolutionnaire, il y avait une C.G.T.U. forte et un Parti communiste qui comptait dans le pays. Aujourd'hui, fascistes et blancs russes peuvent tenir des meetings aux Sociétés savantes et à Bullier. On peut fusiller des grévistes à La Guadeloupe et des rebelles au Tonkin; il n'y a pas un frémissement dans le prolétariat parisien...

P. MONATTE.

Parmi nos Lettres

« Nous avons réussi un joli tour de force » Nous ne voulons pas garder pour nous cette gronderie amicale que nous a adressée Jacquet, du Rhône. Elle redonnera du cœur à ceux de nos amis qui sont trop prompts à se décourager.

Je tiens à vous gronder amicalement pour n'avoir pas mis suffisamment en relief le succès de votre œuvre, qui est aussi la nôtre.

Il vous semble, à vous, que les résultats que nous avons obtenus sont insuffisants. D'accord, en ce sens que la besogne qui reste à accomplir est immense. Mais si l'on songe combien, il y a cinq ans, il était difficile de lutter pour la renaissance d'un syndicalisme révolutionnaire maître de ses destinées, nous avons réussi un joli tour de force.

Les benêts qui se flattent aujourd'hui de « liquider » l'opposition au sein de la C. G. T. U. feraient bien de relire les « Cahiers du bolchevisme » du début de l'année 1925. Nous partions de rien, nous étions une société civile très réduite et formée de militants n'ayant en commun que la volonté de pratiquer la lutte des classes. Toute société civile étant ipso facto *une anarchie positive, nos adversaires se flattaient, eux aussi, de nous « liquider », en quelques semaines. Ils connaissaient mal les ressources de la société civile décidée à réagir contre les tissus qui menacent sa liberté. Treint triomphait alors. Il a disparu et c'est nous qui survivons.*

Nous ne faisons pas que nous survivre. Sans nous, le Cri du Peuple *n'aurait pu naître que beaucoup plus tard et je crois que nous pouvons dès maintenant songer au futur quotidien de la classe ouvrière.*

Un moment vient toujours où les événements se précipitent et semblent grossir comme une avalanche. Le Parti Communiste renonçant à diriger les syndicats aurait sans doute gardé sur eux une très grande influence. En multipliant les attitudes de défi, en payant d'audace il ne fera que hâter, que précipiter la totale libération du syndicalisme révolutionnaire. Le Parti perdra jusqu'à l'influence *au sein de nos syndicats. Un jour viendra, qui est peut-être moins éloigné qu'on ne le pense, où personne ne voudra avoir été communiste.*

Courage donc et songeons dès maintenant à un quotidien bien fait, œuvre de la classe ouvrière, écrit pour elle et digne d'elle. Non point une réplique, une imitation du Temps *ou des* Débats. *Mais un journal bien fait, bien écrit, disant la vérité et travaillant pour la Révolution.*

Cher citoyen, nous ne sommes plus jeunes. Mais nous vivrons assez pour lire ce journal et nous assisterons à la marche en avant du prolétariat.

⁂

La C. G. T. exige patte blanche D'un de nos bons camarades de province ces remarques sur les chants de sirène de Dumoulin :

Ce bon Dumoulin ne serait sans doute pas fâché de voir dans la C. G. T., quelques uns jouer (comme chez les S. F. I. O.), le couplet anticollaborationniste, et il nous convie à prendre la flûte. Mais, mon Dieu! qu'il commence lui-même!

Est-il bien sûr, en outre, que le chef d'orchestre Jouhaux nous accueillerait bien?... J'ai souvenir qu'au moment de l'entrée de la Fédération des fonctionnaires à la C. G. T., le chef fit montrer patte blanche et laissa Piquemal et Métayer à la porte... Sans doute n'avaient-ils pas une foi aveugle dans le syndicalisme d'union sacrée et d'intérêt général.

⁂

La mort de Laurin Les anciens du mouvement syndical, et particulièrement ceux du mouvement des instituteurs, n'ont pas appris sans émotion la mort de Laurin.

Des Vosges, Airelle nous a écrit :

Tu as appris, je pense, la mort de Tortillet. J'espère que tu passeras quelques lignes dans la R. P. à son sujet. Bien d'accord avec lui, jadis, au temps de notre collaboration commune au Mouvement socialiste *et à* Pages Libres, *je m'étais trouvé complètement séparé de lui par la guerre. Peu à peu, les événements nous rapprochèrent, sans, pourtant, que mon « marxisme » et son « proudhonisme », pussent s'accorder. C'était un bon camarade et, surtout, encore un qui est resté dans le rang, qui n'a pas cherché à devenir un « professionnel de la révolution. »*

Du Rhône, c'est Jacquet :

J'apprends la mort de Marius Tortillet, M. T. Laurin. Ce décès me cause la plus vive douleur, car nous étions très liés, lui et moi.

Quelle perte pour le corps enseignant! Quelle perte pour le syndicalisme, car Tortillet était un militant exemplaire. Nous fîmes officiellement connaissance à Bourg en 1909; je passai une semaine chez lui en 1911, à Ceyzériat. Il devait me venir voir en 1914, mais ce fut la guerre. Nous étions restés grands amis car il était proudhonien et regrettait que nos amis communs ne connussent pas le grand socialiste bisontin.

Ne soyons pas des ingrats envers des hommes de cette trempe qui sont l'honneur du prolétariat.

⁂

A propos de Gorter Nous avons reçu du camarade Coerman, au nom des amis hollandais de Gorter, la lettre suivante :

Dans la Révolution Prolétarienne, *nous avons lu cette phrase :*

« Le vieux théoricien marxiste hollandais Gorter est retourné s'enfermer dans son observatoire d'astronomie après la défaite de la révolution allemande, en disant que c'en était fait de la révolution pour cinquante ans. »

Quand Gorter, le plus grand poète hollandais, pour quiconque a pu sentir la beauté de son poème « Mei », passa au mouvement social-démocrate, la bourgeoisie, les savants, le monde artistique, les maîtres d'école, les élèves déclarèrent : « Gorter est mort comme artiste. »

Quand il quitta, en 1909, ce parti et forma, avec une poignée d'hommes, un parti marxiste de gauche, les réformistes dirent : « Gorter est perdu pour le mouvement socialiste. »

Quand il protesta contre l'opportunisme, qui croissait dans cette organisation maxiste de gauche, et qu'il attaqua les chefs de ce parti, devenu plus tard le parti communiste, l'argument contre Gorter fut encore l'insinuation de ne plus rien faire.

Quand il quitta, avec le K. A. P. allemand, la IIIe Internationale, de nouveau il fut condamné à l'inactivité.

Toujours la même chanson! La damnation prononcée sur un hérétique qui ne peut pas devenir saint sans la Sainte Vierge.

Ainsi, Gorter aurait attendu, les mains sur les genous, « la pointe du grand jour »! Quelle sottise! Qu'on lise la fin de sa brochure : « Le Matérialisme historique », sur « la puissance de l'individu ». « Nous ne faisons pas l'histoire à volonté libre. *Mais...* nous la faisons. »

Ceci était sa conviction sacrée. Ce devoir, il l'a senti jour et nuit. Lui, l'exemple de l'homme énergique, ne s'est jamais assis sur le côté du chemin. Au contraire, il prit toujours le chemin direct qui conduit à la victoire. De lui sont ces mots : « A présent nous avons perdu, mais en même temps appris notre chemin. » Le chemin, que la IIIe Internationale croyait devoir prendre, contrairement à ce qu'il pensait, conduisait au marais.

Gorter ne s'est jamais retiré; il a été jusqu'à sa dernière heure et il reste maintenant après sa mort, le guide du prolétariat révolutionnaire.

La seule chose « nouvelle », que nous remarquons dans La Révolution prolétarienne, *c'est la confusion de deux personnes : entre Pannekoek, qui est astronome, et Gorter. Ce dernier n'a jamais eu à sa disposition d'« observatoire d'astronomie ». Il lui était alors impossible de s'y retirer ou de s'y enfermer.*

Ai-je prêté à Gorter un mot de Pannekoek? Ou bien ai-je accepté argent comptant une critique adressée à Gorter par ses adversaires? Je serais heureux qu'un camarade hollandais me renseignât là-dessus. — P. M.

Crise économique en Allemagne Un camarade nous communique une lettre intéressante que lui a adressée le 23 janvier un de ses amis qui habite Halle.

Dans ma ville, et aussi dans toute l'Allemagne, il existe une grande crise économique, et par suite beaucoup de chômeurs. Rien qu'à Halle il y a plus de 10.000 *chômeurs. La semaine dernière il y eut une grande manifestation devant l'Hôtel de Ville. La police qui voulait disperser les manifestants a rencontré de la résistance; il y eut des blessés et beaucoup d'arrestations. Les mêmes faits se sont déroulés dans d'autres villes, et je crois que cette situation durera jusqu'au printemps, jusqu'à la fin des pourparlers sur les dettes de guerre. Alors, vraisemblablement, la situation s'améliorera, mais cependant le chômage ne disparaîtra pas entièrement. Le problème ne sera solutionné qu'avec la journée de six à sept heures qui répartira le travail entre tous. Nos syndicats ont déjà élaboré un projet à ce sujet, mais le capitalisme industriel combattra certainement très fortement ce projet.*

Au printemps et pendant l'été, il y aura certainement de dures batailles entre travailleurs et capitalistes pour le redressement des salaires et la diminution de la durée de la journée de travail; nous espérons que nous réussirons au moins en partie; nous réussirons dans la mesure correspondante à la force des syndicats qui mèneront la bataille.

⁂

Le « camarade Tissandier » de « l'Humanité » Nous avons reçu d'un abonné de la première heure la réponse suivante à la question qu'un camarade nous avait demandé de poser sur le nommé Tissandier, l'auteur du feuilleton publié par *l'Humanité* :

Dans la R. P. *du 1er février, un camarade demande si le Tissandier dont* l'Humanité *publie le feuilleton, est bien le même que celui qui était en* 1923 *au Sanatorium de Montfaucon (Lot).*

Hélas! oui, c'est bien le même.

Le même qui, en été 1923, *montait à la tribune du Palais des Fêtes, lors de la manifestation organisée par les radicaux et les socialistes à Cahors, pour fêter le retour d'Espagne de Malvy, et apportait le salut ému des mutilés au proscrit du carnet B, des sursis d'appel et de l'expulsion de Trotsky.*

Le même qui, en 1924, *fondait avec les subsides du prince Murat, un journal,* La Trique, *destiné à abattre Malvy et sa liste du Cartel; journal qui dura le temps de la campagne électorale.*

Le même qui, ensuite, parcourant le département du Lot en fondant dans tous les villages des sections de la F. O. P., empochait les cotisations et disparaissait sans laisser de traces.

Il faudrait un volume pour raconter toutes les histoires du bonhomme, depuis les refus systématiques des camarades du Lot pour l'admettre au Parti, jusqu'à son intimité avec Henri Sellier, de Suresnes, après son retour dans la région parisienne.

Et c'est cet individu que la rédaction de l'Humanité *présentait à ses lecteurs « non pas comme un intellectuel, mais comme un travailleur comme vous », et le qualifiait de « notre camarade Tissandier ».*

⁂

Trade-Unions américaines et syndicats européens Un camarade parti pour quelques mois aux Etats-Unis nous adresse cette première lettre :

Merci de m'avoir fait connaître X. Il m'a parlé des syndicats de l'American Federation of Labor. D'après lui, il n'y a aucune comparaison possible entre eux et le mouvement français. Leur embourgeoisement et leur corruption sont difficilement imaginables. Green, le président, est un ancien sénateur de l'Ohio. Les traitements sont à 400.000 *et* 700.000 *francs. Le lendemain du jour où il me disait ceci, il a trouvé dans le* New-York Times *un fait divers à l'appui : je te le joins, et je traduis :*

ON ACCUSE UN SECRÉTAIRE D'UNION DE DÉTOURNER LES FONDS

Déclarant que M. Joseph M. Mezzacapo, président de l'« Union des vérificateurs et retoucheurs de vêtement » était un « czar », et obligeait les membres, en violation des statuts, à verser des cotisations pour le paiement de son impôt personnel sur le revenu, Benjamin Krevis, membre, déposait hier chez l'attorney général, une demande de dissolution de l'Union.

Krevis allègue que Mezzacapo obligea les membres à verser une semaine de salaires en février dernier, et à nouveau le mois dernier, l'argent devant être employé à solder l'impôt sur le revenu de Mezzacapo, en retard.

Il allègue également que Mezzacapo imposa une collecte spéciale destinée à purger une hypothèque de $ 30.000 (750.000 fr.) sur ses propres biens, et également, à l'envoyer, en compagnie de sa femme, à Cuba. Des cotisations furent aussi levées dans le but de faire un cadeau de $ 5.000 (150.000 fr.) à la mère de Mezzacapo, $ 1.500 (37.000 fr.) pour un piano, $ 800 (20.000) pour un appareil de T. S. F., et $ 3.500 (87.000 fr.) comme cadeau de Noël à Mezzacapo.

Une autre accusation est que, en 1927, 2 dollars (50 fr.) par semaine, furent demandés à chaque membre pour constituer un fonds de retraite, et que, alors que $ 10.000 furent réunis, quatre membres reçurent 500 dollars chacun, et un autre 250, pour se constituer une retraite personnelle. Il n'a jamais été rendu compte de la différence.

Krevis déclare aussi que, depuis la constitution de l'Union, les mêmes fonctionnaires ont conservé la direction, et *qu'il n'y a eu aucun scrutin secret depuis leur première élection.*

La charte de l'Union de Mezzacapo fut révoquée deux fois par l'A. F. of L., après que des charges semblables concernant des cotisations extraordinaires eurent été portées contre Mezzacapo..

Ça nous mène assez loin de Dubreuil, et Philip lui-même n'en a pas parlé. Mais il paraît bien que c'est ainsi que les choses se présentent. Foster a même fait un livre pour combattre ces faits spéciaux.

La mort d'un militant

La mort frappe durement les militants syndicalistes d'Alger. Il y a quelques semaines, c'était un vaillant militant du Tonneau, Hernandez, qu'une automobile écrasait sur un trottoir. Aujourd'hui, c'est Schiavo, secrétaire du Syndicat des Inscrits et secrétaire de la Commission Exécutive de la Bourse du Travail, collaborateur de la Révolution Prolétarienne, *qu'une congestion cérébrale vient de terrasser en moins de* 24 *heures.*

Sous sa direction, le Syndicat des Inscrits était devenu non seulement un syndicat puissant, englobant la presque totalité des marins du port d'Alger, mais surtout un syndicat très combattif.

Il y a deux ans, à peine remis d'une première congestion, sans prendre de repos, soumis à un régime extrêmement sévère et épuisant, mais soutenu, il est vrai, par une compagne admirable, Schiavo avait à diriger coup sur coup trois grèves de marins des lignes côtières, dont la troisième, longue de plusieurs mois, et qui devait se terminer par une victoire complète, fut extrêmement dure.

Ces derniers jours, le Syndicat des Inscrits, autonome depuis plusieurs années, avait adhéré à la C. G. T., au sein de laquelle Schiavo s'apprêtait à mener la lutte pour l'unité ouvrière et l'indépendance du syndicalisme, comme il l'avait menée quelques années auparavant au sein du Parti Communiste et de la C. G. T. U. C'est le soir même du jour où il avait assisté au Congrès confédéral de l'Afrique du Nord que le mal le frappait : il est mort sur la brèche.

A son enterrement, tous les militants, de toutes tendances, toute la classe ouvrière d'Alger participa. Depuis midi, les marins avaient suspendu tout travail et mis en berne les drapeaux des navires; nombreux aussi furent les ateliers, de toutes corporations, où l'on quitta le travail, avec ou sans l'autorisation du patron.

Ce fut une grande et forte manifestation ouvrière.

Mais c'est aussi une terrible et lourde perte à la fois pour les Inscrits et pour tout le mouvement ouvrier algérien. — R. L.

Le mirage de l'obéissance passive

L'extrême obéissance suppose de l'ignorance dans celui qui obéit ; elle en suppose même chez celui qui commande. Il n'a point à raisonner, il n'a qu'à vouloir.

MONTESQUIEU.

Tout se tient ! Le recul des idées démocratiques dans le monde est accompagné par le recul des formes démocratiques d'organisation au sein des masses ouvrières. La « démocratie ouvrière » paraît aussi périmée que la démocratie politique. Aussi bien du côté des gouvernements de conservation sociale que du côté des révolutionnaires, on cherche à restaurer le vieux principe d'autorité dans le domaine de l'action, et, ce qui est plus grave ,dans celui de la recherche. Jamais on n'a eu tant de goût pour la hiérarchie. Dans les milieux les plus divers, le besoin d'avoir des chefs, des serre-files et des mots d'ordre est devenu aussi impérieux, et semble aussi naturel que le besoin de manger. Qu'une pareille « catastrophe » intellectuelle survienne au lendemain de la guerre mondiale ,voilà qui doit rendre rêveurs les partisans sentimentaux des idées libérales, et de quelques autres « grues métaphysiques ».

Il y a temps pour tout. Nous trouverons bien celui d'examiner un jour ce recul des idées démocratiques auquel Trotsky consacre quelques lignes dans ses articles (1), à la suite des constatations de M. Herriot.. Il ne sera pas sans intérêt pour la question qui va nous occuper d'en chercher les causes, même si l'on doit répéter des choses déjà dites ,et enfoncer quelques portes ouvertes.

C'était, en effet, jadis, un lieu commun dans les milieux socialistes les plus modérés que de signaler et de stigmatiser le racornissement réactionnaire de la bourgeoisie. Marx l'a fait magistralement dans ses œuvres historiques. La guerre a hâté simplement ce processus ,et il y aurait à glaner dans l'étude de ce développement, ne fût-ce qu'en l'examinant dans des sociétés jeunes, par exemple aux Etats-Unis, où il n'y a pas de survivances féodales, et où le capitalisme, ne pouvant se raccrocher à leur idéologie vermoulue, cherche à en créer une de toutes pièces.

Le syndicalisme, école de liberté.

Il me semble aujourd'hui urgent et primordial d'étudier un autre fait, de nature analogue, mais d'une importance bien plus grande : je veux parler du déclin de la « démocratie ouvrière ». Il ne s'agit pas du tout, pour ceux qui adoptent ce vocable, de démarquer la social-démocratie pour lui substituer une étiquette un peu moins défraîchie. Le syndicalisme révolutionnaire de la C. G. T. de 1904-1906 s'opposait à la fois à la démocratie bourgeoise et à la démocratie socialiste (et il faudra rappeler comment et pourquoi il s'opposait en effet à l'une et à l'autre). Et pourtant il était un exemple, pas parfait bien sûr, mais vivant et agissant, de *démocratie ouvrière.*

Que de fois n'avons-nous pas lu dans la *Voix du Peuple*, sous la plume de Pouget, de Griffuelhes, d'Yvetot, de copieux commentaires de ce qui était alors la devise confédérale : « Bien-être et liberté! » La lutte quotidienne « contre le patronat et contre l'Etat » était inspirée non seulement par le souci d'améliorer les conditions de vie des travailleurs, mais encore et surtout par la passion de conquérir plus d'indépendance à l'atelier et hors de l'atelier. Faut-il rappeler que la première grève des Postes en 1909 fut déclanchée au Central à cause de l'arrogance du ministre Simyan ? Le grand mouvement des huit heures en 1906 concrétisait admirablement la formule confédérale citée plus haut ; moins de présence à l'atelier, un effort physique moins exténuant et aussi rémunérateur, c'était pour l'ouvrier un gain moral inappréciable, l'affirmation d'une personnalité plus libre et la possibilité d'une plus haute culture intellectuelle. Dans le plus petit conflit partiel, les revendications immédiates masquaient rarement le but final d'affranchissement poursuivi par le syndicalisme, elles constituaient le support solide de l'activité confédérale, qui ne perdait pas, grâce à elles, le contact avec les réalités. Ainsi s'accomplissait une expérience à la fois féconde en résultats positifs et en enseignements pour l'avenir : la conscience collective naissait de la lutte, et non pas du catéchisme.

Ces préoccupations d'affranchissement ,que l'ouvrier syndicaliste portait dans son effort quotidien contre les forces qui l'oppriment, il les conservait dans son organisation. Le respect de soi-même et des autres pouvait subir quelques éclipses dans la pratique des discussions. Tout de même, il n'apparaissait pas à l'époque comme un préjugé petit-bourgeois, et il était de règle constante dans la pratique de l'organisation : « L'individu libre dans le syndicat, le syndicat libre dans la fédération ,la fédération libre dans la confédération », était la formule courante et comme l'A B C du syndicalisme, avant qu'un centralisme rigide eût émasculé son action et dénaturé sa pensée.

Les liens qui unissaient les diverses parties de ce vaste fédéralisme étaient à la fois très souples et très résistants. Ils étaient souples, parce que les conflits ,étant nombreux et multiformes, exigeaient une action locale vivement menée par les militants du crû; et pour cette raison, les qualités d'initiative et de hardiesse étaient plus prisées que les habitudes d'obéissance. Et ils étaient résistants, parce que chaque militant savait qu'il tirait une bonne partie de sa force de la force collective de la C. G. T.; et pour cette raison, il inclinait ses préférences personnelles devant la volonté générale. L'esprit de solidarité suf-

---

(1) « Dans un journal de Vienne, M. Herriot a récemment énuméré les signes de régression de la démocratie devant la dictature... » L. TROTSKY. Voir la *R. P.* du 1er mai 1929, p. 140.

fisait à maintenir, malgré les divergences, une discipline efficace qui ne rebutait personne.

L'esprit d'émulation renforçait singulièrement l'esprit de solidarité. En mai 1906, telles corporations cataloguées réformistes, comme les typos et les mécaniciens, furent entraînées dans le mouvement. Elles luttèrent par leurs propres moyens pour des objectifs choisis par elles et nettement circonscrits. D'autres corporations, qui faisaient partie de la majorité révolutionnaire, par exemple l'alimentation ou les coiffeurs, firent de même. Autour de la plateforme centrale des huit heures s'agrégeait, en effet, toute une série de revendications qui, loin de nuire à l'unité du mouvement, contribuèrent à lui donner son ampleur. En eût-il été de même, si le bureau confédéral eût prétendu régenter les fédérations, en leur imposant un mot d'ordre rigoureusement uniforme?

Chose surprenante! Lorsqu'un nouvel adhérent frappait à la porte du syndicat, on ne lui demandait pas s'il était socialiste ou libertaire, catholique, mahométan ou libre-penseur, on lui demandait seulement s'il était salarié. On pensait qu'en adhérant de lui-même au syndicat de sa profession, le camarade s'était senti suffisamment exploité pour désirer cesser de l'être. On n'avait pas encore découvert le mot « syndicalisme de masse », mais on avait préparé les conditions qui permettaient d'obtenir la chose.

De cette masse surgissaient ces *minorités conscientes* qui constituaient des cadres excellents. Leur rôle était d'exécuter et d'entraîner, parfois de retenir, — non de décider. Le syndiqué, — l'homme du rang — gardait en dernière analyse la direction et la responsabilité du mouvement. Les résolutions étaient prises après délibération dans les assemblées générales, et leur exécution confiée à des délégués qui étaient seulement des mandataires. Les délégués et leurs mandants se seraient crus déshonorés, si les premiers avaient dû commander, les seconds être mis dans l'obligation d'obéir. Les postes de secrétaires et d'hommes de confiance étaient remplis par les plus éprouvés et les plus clairvoyants, non par les plus autoritaires. Les permanents rétribués étaient rares, leur délégation parfaitement révocable, et ils n'avaient pas encore fourni le type du fonctionnaire syndical important, bouffi et inamovible : « La fonction use son homme », me disait Griffuelhes au bout de quelques années de secrétariat, et au moment de résigner ses fonctions. C'était également l'opinion de beaucoup de militants qui ont rendu de grands services à la classe ouvrière par leur dévouement et leur activité, — de plus grands par leur modestie.

On poussait à l'extrême cette pratique de la démocratie ouvrière, qui se traduisait dans les Congrès par l'exercice du mandat impératif. Le souci d'indépendance était si fort qu'on préférait un « splendide isolement » à des alliances douteuses, et l'on manifestait cette indépendance à l'égard des partis et des sectes par la résolution d'Amiens, et à l'égard des centrales syndicales des autres pays par de nombreuses controverses dont je n'ai pas à faire l'histoire. Les contempteurs du syndicalisme révolutionnaire français l'accusaient même d'être nationaliste à l'envers, lorsqu'il se préoccupait de façon si jalouse de sauvegarder son originalité, — très respectueux d'ailleurs de la liberté des autres, et ne travaillant pour l'exportation que par des procédés avouables.

Comment, dans ces conditions, le syndicalisme n'aurait-il pas été une école excellente pour chacun de ceux qui participaient à son action? Et comment n'aurait-il pas été une école de liberté, puisqu'en combattant pour l'émancipation ouvrière il prétendait combattre pour l'émancipation humaine? Par quelle contradiction insoutenable eût-il pu magnifier à la fois l'esprit de révolte et l'esprit de soumission : l'esprit de révolte contre le capitalisme, l'esprit de soumission à des chefs intangibles et à des dogmes incontrôlables?

Le déclin de la démocratie ouvrière.

Dans la rapide esquisse que je viens de tracer, je n'ai pas eu l'intention de dresser le bilan du syndicalisme révolutionnaire. J'ai voulu simplement montrer combien la pratique syndicaliste d'avant-guerre, loin de détruire dans l'esprit des ouvriers les habitudes de liberté, de discussion et de critique qu'ils avaient héritées des luttes politiques du XIX[e] siècle, les avait, au contraire, renforcées.

En dehors même des syndicats, à quelque école socialiste ou anarchiste qu'on appartînt, personne n'eût toléré que l'obéissance passive fût considérée comme la vertu primordiale du citoyen ou du révolutionnaire. La propagande antimilitariste menée par les uns et par les autres n'était pas de nature à faciliter l'apologie de l'esprit de caserne. A plus forte raison dans le mouvement syndical, qui avait tant souffert des rivalités de sectes et de l'influence des chefs d'école, et qui avait réalisé son unité en dehors d'eux, sinon contre eux, on se méfiait invinciblement des théories, des théoriciens et des adjudants. Comment, par la suite, dans un milieu historiquement si réfractaire à toute tentative de subordination, des habitudes de pensée et des formes d'organisation, non seulement différentes, mais totalement opposées ont pu s'implanter, — comment à la démocratie ouvrière a succédé la bolchevisation, — c'est ce qu'il faut maintenant examiner (1).

Car voilà ce que nous avons vu. Dans le mouvement syndical, la centralisation grandissante; une véritable hiérarchie de la base au faîte; à chaque échelon, des mandataires devenus des chefs; leur désignation ou leur révocation imposées par le centre; le noyautage, employé d'abord comme moyen de redressement, continué ensuite comme moyen de domestication; — tout contrôle supprimé, toute discussion étouffée, tout gêneur retranché; — puis l'indépendance syndicale d'abord obliquement combattue, ensuite brutalement démantelée; un système de dénégations rassurantes, de restrictions mentales, d'affirmations progressives, en un mot une démarche dialectique qui rappelle la manière des casuistes dans l'introduction des opinions probables; enfin, la mainmise d'un parti politique sur les syndicats, pour aboutir à cette « unité de commandement » qui est la hantise de tous les révolutionnaires russes, mainmise qui peut s'exprimer ainsi : partout les hommes du parti, l'organisation du parti, la discipline du parti.

Mais quels hommes? quelle organisation? quelle discipline? Loriot a exactement dépeint ce que tout cela est devenu sous la direction de l'appareil stalinien dans son article « Que vaut l'expérience russe » (2).

Il a décrit ce « discrédit jeté sur les anciens cadres, et l'assassinat politique des hommes qui refu-

(1) Objectera-t-on que le phénomène est partiel ? Et qu'il est éphémère? Je le sais bien. C'est le sort de tous les phénomènes d'être limités dans le temps et dans l'espace. Et précisément parce que c'est un phénomène humain, et, selon nous, désastreux, nous travaillons par des moyens humains, c'est-à-dire par la discussion, à le restreindre dans le temps et dans l'espace. Personne n'oublie de quelles défaites et de quelles scissions ont été payés les succès de la bolchévisation; mais c'est assez qu'ils aient existé pour que nous ayions à les définir et à les expliquer.

(2) *R. P.*, N° 54, 15 mars 1928, pp. 4 et 5.

sèrent de penser par ordre ». Et il a caractérisé, avec une force qui nous dispense d'y revenir, « cette organisation savante, admirablement conçue pour assurer l'irresponsabilité, l'autorité et l'invulnérabilité des chefs; organisation renforcée par une discipline tenant à la fois de celle de l'armée et de celle de l'Eglise. » (1)

Il a fallu des raisons bien impérieuses pour que tant de militants du rang aient accepté et subi cette discipline. De ces raisons, les unes découlent de l'évolution générale du capitalisme, les autres sont particulières à la situation de la classe ouvrière. Il faut tenir compte aussi de facteurs secondaires, tels que l'influence psychologique exercée par la guerre sur les masses mobilisées.

Et d'abord, le spectacle de la concentration capitaliste. Le XIXe siècle avait vu la bourgeoisie instaurer sa domination universelle. Les débouchés nouveaux, le développement de l'outillage et des voies de communication, l'amélioration des procédés techniques, et l'accumulation du capital avaient créé en peu de temps des forces productives gigantesques. Mais les crises de surproduction et la lutte pour les marchés commerciaux engendraient des conflits périodiques et des guerres qui ne paient pas. Les constatations des économistes et des politiciens, jointes aux menaces d'un prolétariat combatif, obligèrent les dirigeants à mettre de l'ordre dans leurs affaires. A l'ère de concurrence fiévreuse et chaotique a donc succédé une ère d'organisation, ou plutôt une apparence d'organisation. Une période nouvelle s'est ouverte d'ententes industrielles, commerciales et financières. La formation des cartels, des trusts et des holdings, en limitant la production, en fixant les prix de vente mondiaux, en abaissant les prix de revient par la taylorisation, a raréfié les causes de conflits entre capitalistes. La centralisation à outrance aboutirait à la consolidation du régime, n'était qu'elle laisse subsister tout entière la contradiction interne qui caractérise ce régime et qui le perdra : je veux dire la contradiction chaque jour plus grande, entre les formes *collectives* de la production et l'appropriation *individuelle* du profit. Laissons de côté toute digression sur les perspectives ultérieures de la lutte des classes; évitons d'anticiper sur les moyens de fortune qu'emploiera la ploutocratie pour conserver un « standard of life » acceptable aux classes moyennes, dont elle a besoin pour recruter ses fonctionnaires et ses techniciens : il reste que la concentration dans les mêmes mains de la direction économique et politique de la société, et les efforts énergiques déployés contre les revendications des salariés constituent un phénomène de première grandeur et une indication tactique importante, qui devaient frapper l'attention des observateurs avertis.

Concurremment à la concentration et aux mesures de self-defence du capitalisme, la classe ouvrière avait beaucoup grandi en organisation et en conscience dans les années qui précédèrent la guerre. Mais ni la social-démocratie groupée dans la IIe Internationale, ni les syndicats ouvriers ne réussirent à détourner, malgré neuf années d'efforts et de démonstrations, le cataclysme de juillet 1914. A cet échec matériel et à cet aveu d'impuissance s'ajouta bientôt un désastre doctrinal sans précédent. Le socialisme de lutte de classes s'effaça devant le socialisme d'union sacrée, et l'internationalisme ouvrier fit place aux entrainements de la défense nationale. Comment, par suite, les traditions des vieux partis, de l'ancienne doctrine et des antiques procédés d'organisation n'auraient-elles pas subi un discrédit profond dans l'esprit des masses?

Les défaites ouvrières qui suivirent immédiatement la guerre augmentèrent encore le désarroi. Qu'on se rappelle l'échec des grèves de 1919 et de 1920 en France; en Angleterre, celui de la triple alliance; les tentatives avortées de Hongrie, de Bavière, de l'Allemagne entière; l'occupation des usines en Italie vite suivie par la victoire du fascisme. Et qu'on mette en regard le succès de l'insurrection russe d'octobre : un parti fortement centralisé s'empare de la direction totale de la révolution russe; il impose les décrets des commissaires du peuple à cent vingt millions d'hommes, et il tient en respect par son armée rouge les armées de toute l'Europe conservatrice. Il sonne le ralliement et il devient le centre d'attraction des forces révolutionnaires éparses dans le monde. Il dénonce les traîtres, rejette les suspects, gourmande les tièdes. Il régente, il endoctrine, il organise. Peut-on s'étonner du prestige qu'il acquiert, et qui rejaillit sur sa doctrine et sur sa tactique, lorsque tout lui réussit, et lorsque lui seul réussit? Le bolchevisme apparaît dès l'abord, et jusqu'à la mort de Lénine, comme la puissance conquérante et audacieuse par excellence, seule capable de briser un monde caduc et d'édifier la cité nouvelle.

Trois faits principaux ont donc déterminé un courant d'idées peu favorable à la démocratie ouvrière. Le renforcement de l'armature économique et politique de la bourgeoisie a aggravé la tension entre les classes, facilité les répressions, engendré le fascisme déclaré ou latent. L'impuissance de la social-démocratie a porté un coup terrible au règne du bavardage, à la république des camarades, et à la direction par en-bas. Enfin, l'influence du bolchevisme a remis en honneur le vieil adage: « Primum vivere... » Agir d'abord, philosopher si l'on a le temps; ne pas discuter parce que la discussion retarde l'acte; ne pas réfléchir parce que la réflexion entraîne à discuter; ne pas penser, ou penser par ordre, en laissant à l'état-major le soin de penser et de décider. Tel fut l'enchaînement logique qui devait permettre de remplacer la dictature du prolétariat par la dictature sur le prolétariat.

Soumission religieuse ? Servitude militaire ?

Ainsi a pris corps une idéologie née de l'expérience, mais développée dans le vide jusqu'à ses extrêmes conséquences par une sorte de mirage intellectuel. Puisqu'en définitive, l'ordre bourgeois ne subsiste que par la force, jetons aux orties la vieille défroque de la démocratie ouvrière, si commode pour la promenade et la pêche à la ligne, mais si insuffisante pour les dures batailles de la révolution prolétarienne. Puisque les canons et les mitrailleuses sont toujours l'*ultima ratio* des rois de l'acier, du pétrole et du rail, opposons à l'armée du capital une armée de révolutionnaires, et si possible de fanatiques. Et puisque, enfin, le résultat seul importe, obtenons le maximum de résultats par le minimum de scrupules et le maximum de discipline.

Qu'opposer à ce raisonnement? Nous pourrons discuter longtemps ici, pour montrer l'impuissance d'un parti militarisé à résoudre les tâches diverses et nombreuses de la révolution prolétarienne. Sans trêve nous pourrons dénoncer la confusion de mots qui s'est établie entre la dictature du prolétariat et la dictature d'un parti prenant en charge les intérêts du prolétariat : nos démonstrations se heurteront à la même objection préalable : « S'agit-il, oui ou non, de faire d'abord la révolution mondiale? » Si oui, nous

(1) Ibid. : « On trouverait certainement d'autres signes caractéristiques de ce communisme dégénéré dont les disciples, par leurs méthodes et leur esprit rappellent les Jésuites. »

aurons beau signaler les tares d'un semblable parti, expliquer par elles les difficultés rencontrées aussi bien en Russie, — où le pouvoir politique est conquis — que dans les autres pays, où le pouvoir reste à conquérir : on nous répondra que si les résultats sont maigres, c'est que le parti n'est pas assez épuré et l'obéissance assez stricte!

Que nous sert-il de nous gausser de cette Eglise nouvelle qui exige de ses prosélytes une soumission absolue et une crédulité sans égale? A quoi bon railler ces antimilitaristes qui imposent à leurs troupes une discipline d'automates?

Et qu'est-ce que peuvent bien leur faire nos radotages sentimentaux, à ceux qui par sentiment et par enthousiasme sont allés si loin dans la voie du renoncement? Ce qui nous sépare d'eux, en réalité, c'est beaucoup moins la divergence qui peut exister entre révolutionnaires sur la valeur respective des syndicats ouvriers et des partis politiques, qu'une différence fondamentale de conception sur la nature de la discipline et sur les résultats qu'on en attend. Aussi longtemps que sur cette question nous n'aurons pas apporté nos arguments et nos preuves, la discussion ne fera pas de progrès.

On a tort, malheureusement, de supposer le problème résolu. On justifie l'excellence de la démocratie ouvrière par des considérations tirées de la nature du socialisme et des fins qu'il poursuit. On néglige des rapports d'analogie qui pourraient nous servir, ou plus exactement, on les dénature. On admet comme évident que l'Eglise requiert de ses fidèles la soumission la plus parfaite, que le commandement militaire exige du soldat l'abdication de toute personnalité; — et l'habitude de raisonner par abstractions porte à considérer la religion et le militarisme comme des entités indépendantes du temps et de l'espace : « Est-ce que l'Eglise tient des congrès et demande aux fidèles de juger le boulot de leurs curés? Est-ce que l'Armée demande leur avis aux troupiers? » demande Monatte lorsqu'il juge le dernier Congrès communiste (1). On ne réfléchit pas qu'acceptant sur ce point les idées simplistes et les connaissances superficielles de nos contradicteurs, on leur abandonne partie gagnée.

Au contraire, si l'on opposait les religions vivantes aux dogmes morts; si l'on ne craignait pas d'aller chercher dans l'histoire même du catholicisme les preuves que nous cherchons ; si l'on montrait de quelle façon, depuis la lointaine Eglise d'Antioche, les communautés chrétiennes primitives se sont constituées, et comment elles ont vécu au sein du monde païen et en révolte contre lui; — si l'on expliquait comment l'Eglise, de populaire et de démocratique qu'elle était à ses origines, s'est muée peu à peu en oligarchie, puis en monarchie théocratique, et comment il a fallu dix-huit siècles de controverses, d'hérésies et de schismes avant de tomber au concile du Vatican et à l'infaillibilité papale, — peut-être alors donnerait-on une plus juste idée (je parle pour ceux qui ne croient ni à la révélation, ni au surnaturel) de la valeur de l'esprit de révolte, et des conditions qui furent nécessaires au rayonnement des grands mythes religieux. Il a fallu au christianisme autre chose que l'Inquisition et le Syllabus pour triompher du monde antique, et même au temps de sa splendeur et de sa domination, ses grands conciles étaient moins expéditifs que le Comintern à condamner les hérétiques.

Et pareillement, si l'on examinait de plus près la machine même qui a pour fonction d'exercer la contrainte, — c'est-à-dire l'armée, — qui sait si l'on n'arriverait pas à des constatations aussi curieuses

(1) R. P., N° du 15 avril 1929, p. 1.

et aussi paradoxales? Je ne suis pas devenu militariste au point de supposer que l'armée soit devenue l'école du libéralisme, mais il y a bel âge que les gens du métier savent que l'obéissance « passive » est quelque chose d'aussi suranné que le fusil à pierre. Les progrès de l'armement, la puissance du feu, la croissance du danger et les souffrances endurées ont bouleversé l'esprit des règlements qui prétendaient jadis au « maniement des hommes ». On attache à l'instruction technique des troupes une importance considérable. Des connaissances scientifiques de plus en plus étendues sont nécessaires non seulement aux cadres, mais aux soldats, parce que le développement des armes spéciales (artillerie, génie ,aviation), s'est beaucoup accru aux dépens de l'infanterie. On est obligé de faire appel à chaque instant à l'intelligence et à la compréhension des hommes. C'est pourquoi leur formation morale en vue du combat exige de la part des chefs une expérience et un doigté peu compatibles avec le vocabulaire de Ramollot.

« Il ne faut pas chercher à comprendre », dit couramment le troupier. Oui sans doute, à la caserne. Mais à la guerre, c'est tout le contraire : « Il faut transmettre cet ordre », disait Clemenceau à Foch. Et Foch raconte : « Je n'ai pas voulu transmettre. J'ai dit : Non, je ne comprends pas. — Vous n'avez pas besoin de comprendre. — Si, ou alors je transmets : « Par ordre de Monsieur Clemenceau ». Il n'accepta pas, naturellement. Il voulait que ce soit moi qui signe. La discipline pour lui, c'est celle de la Canne de jonc, de Vigny... Non, je ne signe point ce que je ne comprends pas (1). » Pourquoi veut-on que le simple soldat ait sur la discipline une autre idée que le maréchal?

Il conviendra d'élucider ces questions que je me suis contenté d'effleurer. Elles portent en elles des conclusions précieuses. A ceux qui reprochent au syndicalisme révolutionnaire de n'être plus qu'une idée vieillotte, dépassée par les événements, nous aurons la joyeuse revanche de montrer que leur formule à eux de la discipline militaire date de Napoléon Ier, de Louis XIV, et même de Clovis. Les traditions de la démocratie ouvrière ne remontent pas aussi loin!

J. LEMOINE.

LA PETITE HISTOIRE

DUBREUIL DANS LE MONDE

Le vendredi 7 mars, Dubreuil ne pouvait évidemment pas aller remplacer Jouhaux à la réunion des Bureaux des Internationales. Il était invité au dîner du groupe X Electriciens, dont le président est M. Parodi, l'ingénieur en chef de la Compagnie des Chemins de fer Orléans.

ZEVAES COMMUNISTE

Ce n'est pas sans surprise que l'on a vu dans *l'Humanité*, la photographie du « grand avocat », et que l'on a lu mieux que des politesses à l'adresse du défenseur de l'assassin de Jaurès.

La surprise serait sans doute plus grande encore si l'on savait que Zévaès a tâté le terrain pour une adhésion éventuelle au Parti communiste, qu'on l'a prié d'attendre, mais qu'il espère bien ne pas attendre très longtemps.

Nous n'y voyons pas d'inconvénient pour notre part.

(1) « Mémorial de Foch », Recouly. — Malgré la personnalité de l'auteur, je n'ai pas hésité à reproduire cette anecdote, à cause de l'allusion à « Servitude militaire ».

Un roman d'Upton Sinclair : " BOSTON "

Upton Sinclair a pris la décision d'écrire « Boston » le 22 août 1927, en apprenant la nouvelle de l'exécution de Sacco et Vanzetti.

Ce livre émouvant et instructif contient, selon les termes mêmes de l'auteur, l'histoire intime de la vie et de la mort de Sacco et Vanzetti, et un tableau de la civilisation qui les a mis à mort.

C'est un « roman historique contemporain ». La fiction s'y mêle à la réalité. Mais c'est un roman vrai ; « il n'a d'autre héros que le vrai » ; l'auteur n'a utilisé que des documents sûrs et a conscience de n'avoir commis aucune erreur vraiment importante. Ce mélange de fiction et de réalité apparaît dans le choix des deux personnages de premier plan : Vanzetti et Cornélia. Celle-ci est une vieille dame, une amie d'Upton Sinclair, qui s'enfuit de chez elle à l'âge de 60 ans comme il est rapporté dans le roman ; mais elle n'a jamais été mêlée à l'affaire Sacco-Vanzetti et n'a aucun rapport avec aucune des dames qui s'y sont effectivement intéressées.

Le roman.

« Boston » est un roman et contient une part de fiction qu'il faut d'abord dégager. La fiction, d'ailleurs, n'y est point pure fantaisie d'artiste ; elle se développe avec logique dans un cadre et suivant des thèmes empruntés à la réalité. La lutte des classes aux Etats-Unis, les luttes féroces que se livrent des groupements rivaux de capitalistes; les luttes de tendances au sein de la classe ouvrière, les conflits d'intérêts, d'idées et de sentiments qui déchirent une puissante famille bourgeoise : telle est la matière à laquelle l'imagination du romancier donne forme précise et vivante.

Josiah Thornwell, ancien gouverneur de l'Etat de Massachusetts, est mort. Sa veuve, Cornélia, quitte sa famille aussitôt après les obsèques. Pendant quarante ans, d'autres lui ont dicté sa conduite, et toute fantaisie lui a été refusée. Elle veut maintenant vivre par elle-même, sans recevoir d'aide ni de conseil de personne. Elle quitte ses enfants et petits-enfants, sans rien emporter, car « il y a eu trop de propriété dans sa vie », et elle espère être plus heureuse ainsi. La « grand'mère vagabonde » demande seulement à ceux qu'elle quitte et qui n'ont plus besoin d'elle, de ne rien faire pour la retrouver.

Elle entre comme ouvrière, en cachant son identité, dans une usine de cordages et prend pension dans une famille italienne, où elle fait la connaissance de Vanzetti. Elle se lie d'amitié avec lui en parlant de Dante. Il lui expose sa philosophie anarchiste, et l'esprit de Cornélia s'ouvre à ces idées nouvelles. Là-dessus, les ouvriers de l'usine se mettent en grève pour obtenir des salaires leur permettant de vivre. Vanzetti est repéré comme meneur par un détective de la Compagnie. Cornélia n'avait jamais vu de près une grève. Il y en avait eu une dans les moulins Thornwell quelques années auparavant. Mais le mari de Cornélia l'avait envoyée à la campagne ; seulement elle soupçonnait que la manière dont on avait brisé la grève « n'avait pas été entièrement conforme à la morale ». Cette fois ses yeux s'ouvrent brutalement ; la vue des violences de la police « précipite son éducation ».

Au bout d'un an et demi, les Thornwell retrouvent la trace de Cornélia. Elle doit cesser de travailler en usine. Installée dans un logement modeste, elle reste fidèle à ses nouveaux amis et à la cause du peuple, sans rompre toutefois avec sa famille. Lorsque Sacco et Vanzetti seront condamnés, elle mettra au service de la défense son nom et les ressources qu'elle a conservées. Cornélia est une femme de cœur, non une femme de parti. Elle fait tous ses efforts pour comprendre ces idées qui la séduisent, mais dont les conséquences l'effraient parfois. Elle a horreur des armes déloyales, du mensonge, de la violence.

Ses filles sont mariées à de puissants capitalistes dont aucun, bien entendu, ne partage ses sentiments. Mais une de ses petites-filles, Betty, est gagnée au communisme ; elle se lie, au grand scandale de sa famille, à un journaliste socialiste, qui vit séparé de sa femme. Ils s'épouseront par la suite. Cornélia, Betty et Joë seront l'âme du Comité de défense Sacco-Vanzetti.

L'histoire.

Il est temps que nous laissions le roman pour l'histoire, la fiction pour la réalité.

Les grands événements sociaux de la guerre et de l'après-guerre sont décrits ou évoqués dans « Boston » : l'entrée en guerre des Etats-Unis, malgré les efforts des pacifistes ; la révolution russe, les espoirs qu'elle suscite chez les travailleurs conscients, les calomnies dont elle est l'objet, la désillusion des anarchistes comme Vanzetti devant le développement du nouvel appareil d'Etat en Russie et la persécution des anarchistes (les Soviets, dit-il, doivent se défendre, mais comme des hommes libres) ; la révolution en Hongrie et la réaction ; l'occupation des usines en Italie par les ouvriers, puis la terreur fasciste. La lutte des classes aux Etats-Unis est peinte avec vigueur : la répression des manifestations et des grèves, le mouchardage, les provocations et les violences de la police, l'expulsion des ouvriers étrangers, enfin l'assassinat légal de Sacco et Vanzetti.

L'affaire.

Le matin du 24 décembre 1919, un camion appartenant à une Compagnie de Cordonnerie descendait la grande rue de Bridgewater (à une vingtaine de milles de Plymouth). Il transportait la paye de la semaine ; deux hommes accompagnaient le chauffeur. Au coin d'une rue, une auto était arrêtée : deux bandits bondirent de l'auto et ouvrirent le feu sur le camion. Les deux hommes de garde répondirent ; la bataille ne dura qu'une ou deux minutes, car un tram arriva et passa entre le camion et les bandits. Ceux-ci eurent peur, sautèrent dans leur auto et filèrent. Le « crime de Bridgewater » n'avait fait aucune victime.

Le 15 avril suivant eut lieu, dans un autre centre de cordonnerie, le « crime de South Braintree ». A

3 heures de l'après-midi, le caissier de la Compagnie Slater et Morrill partait pour l'usine avec la paye — 16.000 dollars enfermés dans deux boîtes en acier. Il était accompagné d'un gardien. Ils passaient devant une autre usine lorsque deux hommes à l'aspect étranger tirèrent sur eux des coups de feu à bout portant. L'un fut tué sur le coup ; l'autre mourut le lendemain de ses blessures. Les bandits ramassèrent les boîtes contenant l'argent. Au même instant arriva une auto qui montait la rue à toute vitesse ; elle ralentit ; ils y sautèrent et s'enfuirent en tirant sur les assistants.

Ce crime produisit une grande émotion dans les centres industriels de la région au sud de Boston.

Sacco et Vanzetti furent arrêtés avec deux autres anarchistes italiens un jour qu'ils s'étaient donné rendez-vous dans un garage : l'un d'eux, qui avait une petite voiture, était soupçonné d'avoir pris part à l'attentat de South Braintree.

On ne garda que Sacco et Vanzetti. La prise est bonne. Ce sont des ouvriers italiens, de ces gens dont les bourgeois de Boston disent qu'ils vivent comme des cochons ; des rouges, par surcroît, des anarchistes, n'ayant ni foi ni loi. De tels individus sont capables de tout ; ils doivent être coupables : voilà l'opinion des gens bien pensants.

Ces deux « rouges », dont le nom est destiné à briller au martyrologe de la classe ouvrière, que sont-ils en réalité ? Deux travailleurs, dans toute la force de ce beau terme ; deux braves garçons ; deux hommes de cœur qui, leur tâche finie, lisent, méditent sur ce qu'ils ont lu et ce qu'ils ont vécu, bref, s'efforcent d'être autre chose que des bêtes ou des machines et de donner aux autres travailleurs conscience de leurs droits et de leurs devoirs. Vanzetti avait, dès son enfance, en Italie, travaillé dur ; il y mina sa santé ; après la mort de sa mère, il partit pour l'Amérique. Il y travailla dur encore : terrassier, puis, après son séjour au Mexique, marchand de poissons. Une grande figure qui a quelque chose d'évangélique ; Vanzetti parle souvent du « camarade Jésus ». Il s'est fait lui-même, de ses lectures et de ses réflexions, une philosophie : il faut lutter pour que disparaisse la lutte des classes, qui empêche la fraternité universelle de s'épanouir librement. Rêveur, non ; homme de pensée et d'action ; une conscience. Sacco occupe dans le roman d'Upton Sinclair une moindre place. Ce n'est pas que l'auteur le tienne en moindre estime. Mais le roman a ses exigences : les deux personnages de premier plan sont Vanzetti et Cornélia. Sacco est moins porté à la philosophie et plus nerveux que son grand ami « Bart » (Vanzetti) ; aussi dévoué à la cause ; plein d'affection pour sa femme et ses enfants.

Les bourreaux sont au nombre de trois : Katzmann, Thayer, Fuller. Le procureur Katzmann « savait que les Rouges avaient fait vœu de détruire les institutions américaines, et que par suite, il était du devoir d'un patriote de détruire les Rouges ». Son compère, le juge Webster Thayer, de la Haute Cour de l'Etat de Massachusetts, était un vieillard dont la peau ressemblait à celle d'une momie ; maniéré et immensément vaniteux, il jouait son rôle à la façon d'un acteur. Une affaire à juger était pour lui une pièce où il était héros et roi. Une vieille tradition veut qu'un juge ne discute jamais d'une affaire en public, au moins pendant qu'elle est entre ses mains. « Web » Thayer, à plusieurs reprises, omit de garder cette réserve touchant l'affaire Sacco-Vanzetti. Il dit notamment un jour à un professeur qu'il avait rencontré sur le terrain de football : « Avez-vous vu ce que j'ai fait à ces bâtards anarchistes l'autre jour ? » « L'horreur produite par ces mots devint telle dans le Massachusetts que l'Etat dut envoyer ses agents avec des matraques de noyer pour fendre le crâne aux manifestants qui portaient ces mots écrits sur une bannière. » Fuller, gouverneur de l'Etat de Massachusetts, avait été jadis coureur cycliste. Il s'était enrichi en réparant des bicyclettes ; quand la bicyclette avait cédé la place à l'auto, il avait obtenu la représentation de deux grosses marques d'autos. Sur chaque auto vendue dans son rayon, il touchait une commission de 20 % du prix d'achat. Il gagnait ainsi 2 millions de dollars par an. C'était un spécimen typique de l' « homme fort » dans les affaires américaines. « Pour un marchand d'autos Packard, le genre humain se divise nettement en deux parties : les gens qui ont les moyens d'acheter des autos Packard, et ceux qui ne les ont pas. Au devant des premiers « Allie » Fuller allait souriant et plein de volubilité, son esprit concentré sur la flatterie et le « service ». Vis-à-vis de la grande majorité des gens, dont le costume et les manières montrent qu'ils ne possèdent pas le prix d'une Packard et ne le posséderont jamais, l'attitude est celle de l'indifférence, excepté la veille du jour de l'élection. »

Nous n'entrerons pas dans les détails du procès, des procès plutôt : car Vanzetti fut accusé d'abord d'avoir participé à l'attentat de Bridgewater et condamné à 15 ans de prison, le maximum. C'était un premier pas : Vanzetti devenait de ce fait un criminel, et Sacco, l'ami d'un criminel. Il était plus facile dès lors, de les charger du second crime, plus grave puisqu'il y avait eu mort d'homme. Tout le monde sait qu'ils furent tous deux condamnés à mort. Nous n'entrerons pas non plus dans le détail des multiples démarches tentées par leurs avocats et par une foule d'hommes de cœur auprès des autorités du Massachusetts. On sait, hélas ! ce qui en résulta, et que les deux « criminels » furent, au mépris de toute justice et de toute humanité, exécutés sept ans après que le verdict eut été rendu : sept ans d'une effroyable torture morale, à laquelle mit fin le supplice de la chaise électrique.

Il est plus utile, sinon plus intéressant, de dégager du roman d'Upton Sinclair les raisons pour lesquelles les deux martyrs n'ont pu être sauvés.

L'attaque

Le procès fut un procès de classe. On ne recula devant rien, faux témoignages, truquage des conclusions des experts, irrégularités de toute sorte, pour perdre les deux hommes.

Sacco et Vanzetti furent jugés au lendemain de la guerre, dans une atmosphère lourde de chauvinisme. Le bourrage de crânes battait son plein.

L'accusation insiste sur le fait que Sacco et Vanzetti ont quitté les Etats-Unis pendant la guerre pour ne pas être soldats ; car le jury est composé d'hommes qui sont allés à la guerre ou qui y ont envoyé leurs fils. Sacco et Vanzetti sont des mécréants. Les

jurés ne sont point catholiques, mais ils sont d'avis que les Italiens doivent l'être. Sacco et Vanzetti ont bien des alibis. Le jour du crime de South Braintree, Sacco était allé à Boston, au Consulat d'Italie, pour avoir un passeport, car il voulait retourner en Italie. Un employé du Consulat l'a vu et reçu. Vanzetti a vendu des anguilles, la veille de Noël, à une cinquantaine de ménagères. Mais ce sont des « alibis italiens », et ces alibis « ne vont pas » devant les tribunaux yankees.

Le système judiciaire américain est aussi pour quelque chose dans ce monstrueux déni de justice. Des irrégularités ont été commises par le juge ; et c'est ce même juge qui est chargé d'examiner les objections élevées à ce sujet par la défense. La décision est toujours la même : « objections écartées ».

La défense

Si le prolétariat fut vaincu, cela tient en partie à la manière dont l'attaque fut menée. Mais cela tient aussi, Upton Sinclair ne le cache point, à la manière dont la défense fut conduite.

Dès le début, les avocats sont aux prises avec une difficulté : le caractère et les idées des accusés et de leurs amis. Il ne faut pas chercher les vrais coupables du crime de South Braintree pour sauver Sacco et Vanzetti ; ceux-ci ne veulent pas compromettre leurs principes, même pour démontrer leur innocence. Ce qu'il faut, c'est mettre fin au système actuel d'exploitation de l'homme par l'homme, après quoi les crimes cesseront d'eux-mêmes.

Il n'y eut du côté de la défense, ni unité de vues, ni unité d'action. Le Comité de défense était formé d'Italiens et d'Américains. Personne ne pouvait dire au juste quels étaient ses membres ni leurs attributions. Les Américains servaient, pour ainsi dire, de façade. Ils avaient leur portrait dans les journaux, faisaient des discours ; ils donnaient à la cause qu'ils défendaient l'estampille américaine, chose nécessaire dans ce pays où l'on n'attribue de valeur qu'à ce qui est américain. Mais ils connaissaient l'affaire moins bien que les Italiens. Parmi ceux-ci, quelques-uns servaient aussi de façade. Derrière, travaillaient des amis anarchistes de Sacco et Vanzetti : ils ne pouvaient pas se montrer, car ils risquaient d'être déportés, peut-être d'être accusés eux aussi de quelque crime. Tout cela gênait le fonctionnement du Comité. Une décision était prise, rédigée en anglais, puis traduite en italien. Et l'on s'apercevait que la version italienne ne concordait pas avec la version anglaise, parfois même la contredisait ; cela, sans qu'on pût savoir le comment de la chose.

Des mouchards s'introduisirent dans le Comité. Du premier jour au dernier, l'accusation fut informée de tout ce qui se passa au sein du Comité, des décisions, des discussions, des dissensions.

D'ailleurs, n'y eût-il pas eu de mouchards, le Comité n'en eût pas mieux fonctionné. « Un Comité d'anarchistes était une contradiction dans les termes ; ce n'était pas un comité, mais une somme d'unités imperméables et inassimilables, et tout membre qui faisait quelque chose était sûr d'être regardé comme un dictateur ou un importun. » Le contact des avocats et des anarchistes était pénible aux uns et aux autres. Aux yeux des libertaires, un avocat était « une araignée qui tissait les toiles de la tradition autour des membres de l'humanité. » Les fanatiques de la « Cause » allaient jusqu'à dire : « Laissez les martyrs mourir, et dépensez l'argent à répandre la littérature anarchiste. »

Les appels du Comité ne réussirent pas à émouvoir la masse des ouvriers américains. Vanzetti avait dit : « A moins qu'on ne mobilise un million de travailleurs pour notre défense, nous sommes perdus. » Mais ce million de travailleurs était prêt à sacrifier Sacco et Vanzetti à la prospérité de l'Amérique, comme jadis, à Carthage, les pères et les mères étaient prêts à jeter leurs enfants dans le sein brûlant du dieu Moloch, pour le salut de la Cité. Le Comité lance l'idée d'une grande manifestation. Au lieu d'un million de travailleurs, il vient cent ou deux cents poètes, peintres, rêveurs de tout ordre : « un pauvre petit groupe se jetant contre les remparts de fer du capitalisme américain, avec ses mitrailleuses et ses bombes à gaz empoisonnés, sa police en première ligne, l'armée et la flotte en réserve. Et pour chaque rêveur qui venait, il y avait des milliers de gens qui restaient chez eux, enchaînés par la pauvreté, ou par une plus grande part de timidité ; attendant, attendant, avec un affreux sentiment d'incertitude, se sentant plus réellement emprisonnés que Sacco et Vanzetti. Ecrivant des lettres, mais ignorant si elles étaient lues ; envoyant des télégrammes — comme s'ils eussent lancé des flèches dans l'obscurité. Incapables d'avoir aucune nouvelle exacte — un petit nombre de faits nus, chaque jour, dans les journaux, mais pas d'opinions, pas de direction, pas de lumière. La radio continuait à moudre son stupide et sempiternel roulement de tambours et son glapissement de saxophones. — Cette affaire si importante dans l'histoire moderne de l'Amérique ne méritait pas un moment d'attention. »

On parle beaucoup, depuis quelque temps, de la stratégie de la lutte des classes. Upton Sinclair pourrait nous donner, à propos de l'affaire Sacco-Vanzetti, une excellente leçon de « stratégie ». Un ouvrage d'histoire, d'où la fiction serait bannie, et où la leçon des faits serait dégagée avec impartialité, compléterait utilement le beau roman que nous venons d'analyser. Il faudrait y joindre, en outre, l'exposé et la critique des efforts qui ont été faits hors de l'Amérique pour sauver Sacco et Vanzetti. La leçon serait sans doute cuisante pour certains, mais utile à tous.

Remercions en tout cas Upton Sinclair de nous avoir raconté avec toute sa puissance d'émotion, l'histoire de Sacco et Vanzetti, d'avoir une fois de plus marqué au fer rouge le capitalisme de son propre pays, et dénoncé le caractère équivoque du mot de civilisation. Et souhaitons que « Boston » trouve bientôt en France un traducteur et un éditeur.

R. LAFON.

Le Collier de Perles

« Il faut être un civil renforcé, ou un habitant des nuages, comme M. Romain Rolland, pour croire que la guerre ait accru en ce monde l'égoïsme et la haine. »

André THÉRIVE, *Le Temps*, 28 février 1930.

NOTES ÉCONOMIQUES

Le resserrement de l'union capitaliste franco-allemande

La réunion des industriels français et allemands dans les mêmes cartels a produit le « rapprochement » politique de la France et de l'Allemagne : le plan Young et les accords de la Haye sont les produits directs des cartels franco-allemands de la potasse, de l'acier et des produits chimiques. Pareillement la conclusion de l'accord politique réagit sur les accords économiques, et les fait se renforcer.

C'est ainsi que la seconde conférence de la Haye était à peine achevée que le cartel de l'acier se transformait en une union encore plus étroite. Jusqu'alors le cartel de l'acier n'avait que le droit de fixer à chacun des participants, métallurgie allemande, métallurgie française, métallurgie belge, métallurgie luxembourgeoise, la quantité d'acier maximum que chacune était autorisée à produire, mais, pour la vente de leur production, les industriels de chaque pays étaient libres de vendre comme ils l'entendaient, où ils voulaient, et aux prix qu'ils voulaient.

Or, dans sa réunion de fin janvier, le cartel a décidé de créer une agence commune de vente à l'exportation, qui a commencé à fonctionner le 1er février. Désormais toutes les ventes faites à l'étranger le seront par un bureau unique, qui répartira les commandes entre les usines des divers pays. Ainsi, désormais, les métallurgistes français ne pourront plus livrer à l'étranger un seul kilo d'acier sans avoir à passer par l'intermédiaire d'un organisme franco-allemand.

D'autre part, on annonçait, presque en même temps, que les industries françaises et allemandes de la potasse n'allaient plus se contenter de l'accord par lequel elles s'étaient réparties les ventes à l'étranger dans une proportion fixe, mais qu'elles allaient procéder en outre à un « échange d'actions », c'est-à-dire qu'elles vont devenir réciproquement actionnaires l'une de l'autre, que leurs intérêts vont ainsi se trouver étroitement liés.

Tout cela, dix ans après la guerre! Tout cela dix ans après qu'industriels et commerçants français fondaient des ligues où ils s'engageaient à ne jamais rien acheter ou vendre aux Allemands, une fois la guerre finie !

Fumistes !

En U.R.S.S. l'emprunt forcé sur les salaires

On sait qu'en plus de l'impôt, l'U.R.S.S. recourt, pour équilibrer son budget, à l'emprunt. Mais les « emprunts » de l'U.R.S.S. sont des emprunts d'un genre tout à fait particulier; en fait, ils ne sont qu'un impôt déguisé sur le salaire.

Il n'y a en effet à peu près (voir la *Vie Economique des Soviets* des 5 février et 5 juin 1929) que les ouvriers et les employés qui « souscrivent » aux emprunts, c'est-à-dire les salariés. Le « mot d'ordre » est : souscrire à l'emprunt pour un mois de salaire. Les souscriptions sont payables en huit versements mensuels égaux. Dès lors, avec l'aide des citations de la *Pravda* et du *Troud*, recueillies par l'auteur de *la Russie Nue* (1), il n'est pas difficile de comprendre comment les choses se passent, pourquoi il n'y a que les salariés qui souscrivent ; s'il n'y a que les salariés qui souscrivent, c'est parce qu'il n'y a que les salariés qu'on peut facilement obliger à souscrire : il suffit de retenir pendant huit mois à chaque ouvrier et employé le huitième de son salaire, et, ainsi, il a « souscrit » à l'emprunt pour un mois de salaire.

Signalons qu'à un autre point de vue aussi ces emprunts ne sont pas des emprunts : ce sont des loteries. En effet, une partie de ces emprunts, la plus petite, ne rapporte qu'un très faible intérêt, mais à cet intérêt s'ajoute le droit de participer au tirage au sort de lots ; quant à l'autre partie des emprunts, la plus importante, elle ne rapporte même pas du tout d'intérêts, il n'y a que des lots.

Enfin signalons également que ces emprunts se succèdent très rapidement, à la cadence d'un par an à peu près, si bien que lorsque le salarié a fini de « souscrire » à un emprunt, il lui faut recommencer à souscrire au suivant. L'impôt du huitième, l'impôt de 12,5 % sur son salaire est donc quasi-permanent. En échange de cet impôt, on a droit à un billet de loterie.

Préobrajensky avait autrefois préconisé un grand emprunt forcé sur les paysans pour constituer le fonds nécessaire à l'industrialisation, Staline s'est élevé violemment contre ce retour au « communisme de guerre ». Mais à un unique emprunt forcé sur les paysans, il a substitué l'emprunt forcé permanent sur les ouvriers.

(1) Voir : PANAÏT ISTRATI, *Vers l'Autre Flamme*, tome III : *La Russie Nue*.

Après la Pologne, Harriman s'en prend à la Yougoslavie

On sait l'activité considérable déployée par Harriman, le magnat américain, en Pologne.

Nous avons signalé, en son temps, que Harriman y était devenu le maître des mines de zinc de Haute-Silésie, c'est-à-dire le maître des mines de zinc de beaucoup les plus importantes d'Europe ; ensuite nous avons annoncé, puis démenti, que le même Harriman avait acquis les trois plus importantes Compagnies de charbon et de métallurgie de Haute-Silésie (*R. P.* des 1er janvier et 1er février 1929) ; depuis lors, cette acquisition est devenue chose faite : ce que les propriétaires des hauts-fourneaux silésiens n'avaient pas voulu lui consentir de bon gré, Harriman l'a pris de force en acquérant la majorité des actions dans les trois grandes affaires convoitées.

Voici près d'un an que Harriman, maître du zinc et devenu maître du charbon et du fer, est roi de Silésie.

Mais, bien entendu, cela ne lui suffit pas, le propre du capitalisme étant d'être insatiable. En conséquence, Harriman a demandé le monopole de la distribution de l'électricité dans toute l'ancienne Pologne russe. Voici déjà plusieurs mois que sa demande est faite, mais rien n'a encore été conclu, le gouvernement polonais semblant quelque peu inquiet de cette emprise grandissante, et surtout, Harriman se trouvant en concurrence pour cette concession avec les charbonnages du bassin de l'ancienne Pologne russe, qui sont entre les mains de la finance française (Banque de l'Union Parisienne).

Pendant que sa conquête de la Pologne subit donc, ainsi, un temps d'arrêt, Harriman, pour ne pas perdre de temps, s'attaque à un autre pays : la Yougoslavie. Il vient de demander la concession, dans la région du Monténégro, d'exploitations forestières, de

lignes de chemins de fer, de mines de charbon et de mines de potasse...

Ainsi, très habilement, dans leur conquête de l'Europe, les Américains se partagent les rôles. Dans les pays déjà industrialisés comme l'Allemagne et la France, on ne peut guère agir qu'indirectement, en « collaboration ». Là, c'est la banque Dillon Read qui opère ; elle aide financièrement les grandes entreprises industrielles du pays, en échange de quoi elle se fait attribuer un gros paquet d'actions qui ne lui donne généralement pas la maîtrise absolue de l'affaire, au moins en apparence, mais lui permet d'avoir sur elle un droit très étendu de regard et de contrôle. Cependant l'affaire garde, au moins pour le public, sa personnalité allemande ou française ; c'est seulement son banquier qui est américain. C'est une prise de contrôle, mais une prise de contrôle « insidieuse ».

Dans les pays neufs, à peu près encore non industrialisés, de telles précautions sont superflues; il n'y a point d'intérêts acquis à ménager; on peut donc agir directement, sans personnes interposées, sans masques ni camouflages. C'est alors l'industriel Harriman qui opère. C'est moi, Harriman, citoyen américain, qui vous demande à exploiter, moi-même, vos richesses naturelles. L'Amérique entend, par mon entremise, se charger d'industrialiser elle-même directement, votre pays retardataire.

Deux procédés, deux manières, mais même résultats. Le banquier Dillon Read et l'industriel Harriman se complètent harmonieusement.

Pour 83 % de bénéfices

Quand le gouvernement du Cartel faisait passer l'Ouergha à Lyautey, afin d'amener l'occupation du Rif, aux lieu et place de l'Espagne alors défaillante, nous avons dit que le principal intérêt de l'opération était de s'emparer des riches mines de fer du Rif.

Riches? En voici la plus récente preuve.

En 1929, la société des mines du Rif a expédié 800.000 tonnes de minerai, en chiffres ronds, soit à peu près autant que l'Ouenza; son bénéfice pour l'année a avoisiné 100 millions de francs, soit 83 % de son capital.

Pour tenter de s'emparer de mines produisant 83 % de bénéfices, on pouvait bien risquer de faire tuer quelques milliers de soldats français. Les indigènes, n'en parlons pas!

N'est-ce pas, MM. Painlevé, Guet et Mirabaud ?

L'Angleterre à l'école de l'Amérique

Un comble ! La Banque d'Angleterre, la grande Banque d'Etat anglaise, la vieille banque officielle fondée en 1693, la banque qui a présidé à tout le développement du capitalisme, qui a régenté le commerce et l'industrie mondiaux durant tout le XIX[e] et le commencement du XX[e], vient de prendre un conseiller... américain.

M. Sprague, Américain, professeur à l'Université américaine d'Harvard, vient en effet d'être nommé « conseiller économique et financier » de la Banque d'Angleterre.

Ainsi l'Angleterre va désormais être dotée d'un « conseiller américain », tout comme la Pologne, le Pérou, ou Haïti !

L'Amérique, chargée de diriger la réorganisation « économique et financière » de la vieille Angleterre, rien ne pouvait mieux montrer la déchéance du capitalisme européen.

R. LOUZON.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

DE LA C.G.T. TUNISIENNE A LA C.G.T. DE L'AFRIQUE DU NORD

Au Congrès des Syndicats de l'Afrique du Nord, qui s'est réuni à Alger le 16 février. Jouhaux a prononcé quelques paroles que je crois nécessaire de relever. Rappelant la trop brève existence de la C. G. T. Tunisienne, il a parlé « des méthodes démagogiques que le communisme employa à un moment donné en Afrique du Nord pour essayer de dresser la population indigène contre les éléments européens ».

Méthodes démagogiques employées par le communisme? Mais les communistes tunisiens n'ont jamais eu à discuter s'ils devaient fonder une C. G. T. Tunisienne. *Jamais ils n'y avaient pensé avant sa naissance.* Elle est sortie toute armée de l'esprit des dockers de Tunis en grève. Les communistes se sont trouvés devant le fait accompli : voilà la vérité.

La vérité, c'est aussi que la C.G.T. et non le communisme a travaillé à la conception de la C.G.T. Tunisienne. Si elle n'a pas reconnu sa fille, c'est qu'elle n'est qu'une marâtre sans entrailles... et sans mémoire.

Quand en 1924 les dockers de Tunis créèrent la C.G.T. Tunisienne, ils avaient déjà fait plusieurs fois l'expérience qu'ils n'obtenaient jamais satisfaction quand c'était l'Union des Syndicats qui conduisait leurs grèves ; tandis que les conduisant eux-mêmes, ils enlevaient toujours le morceau, si dur fût-il.

Cette année-là encore la lutte fut dure. Bizerte compta trois morts, mais la victoire fut complète. La méthode d'action directe pratiquée par les dockers portait ses fruits.

Que comptait comme adhérents indigènes la C.G.T. en 1924 ? Quelques traminots, des ouvriers des cuirs et peaux et des fabriques de chéchias. Les postiers s'étaient retirés dans l'autonomie. Pas de cheminots, point de travailleurs des mines, point d'ouvriers agricoles. Or, les mines de phosphates et de fer, les grandes cultures : céréales, oliviers, vignobles, groupent un nombre considérable de travailleurs indigènes dans la presque totalité.

Jusqu'à la naissance de la C.G.T. Tunisienne rien n'avait été réalisé dans ces domaines. C'est là que porta son effort, tout de suite, son secrétaire Mohammed Ali, celui que Durel, dans le journal S. F. I. O., traita de provocateur. C'est pourtant ce provocateur qui le premier a osé pénétrer dans le fief de la Banque Mirabaud, les mines de Metlaoui. Les ouvriers y sont si habilement divisés par la Direction qu'elle comptait que le secrétaire de la C.G.T. Tunisienne n'en sortirait pas vivant, sans quoi elle ne lui aurait jamais permis l'accès de la mine. Il en sortit après avoir réconcilié les travailleurs et les avoir organisés. C'est pourtant de ce provocateur et de lui seul que les ouvriers agricoles de Potinville entrés en grève par solidarité avec les chaufourniers d'Hammam Lif entendaient recevoir l'ordre de reprise du travail. C'est lui qui, il y a deux ans, mourut en exil.

Au cours de sa comparution en cour d'assises, l'Union locale confédérée avait reconnu il est vrai qu'il n'était pas un provocateur. Avait-elle compris

son erreur ? Ou la calomnie ne lui était-elle plus utile, sa rivale étant frappée au cœur? En tout cas, la C.G.T. n'a jamais protesté contre la condamnation inique des membres de la Commission exécutive de la C.G.T. Tunisienne et n'a jamais réclamé leur retour d'exil.

Elle sait trop combien est resté vivace dans le cœur des travailleurs indigènes le souvenir de la glorieuse C.G.T.T. le seul mouvement de l'Afrique du Nord d'inspiration véritablement prolétarienne. Car il ne faut pas oublier que si Mohammed Ali et ses amis ont magnifiquement exploité ce mouvement, celui-ci leur avait été imposé d'abord par la volonté des dockers et ensuite par la grande masse des travailleurs du sol et du sous-sol. Si ce mouvement avait continué librement comme il avait commencé, c'était la fin de la misère endémique du travailleur indigène, la mort des maigres salaires qui vont de pair avec le colonialisme.

Aujourd'hui où la C.G.T. a convoqué à la veille des fêtes du centenaire, « de véritables assises du mouvement syndical de l'Afrique du Nord », nous devons lui rappeler qu'un mouvement syndical dans les colonies ne peut être véritablement prolétarien que s'il s'appuie sur la prépondérance de l'élément indigène. Pour cela, il faut que la C.G.T. change complètement sa politique, qu'elle soit aux côtés des travailleurs indigènes et non pas aux côtés du Gouvernement général ou de la Résidence.

J.-P. FINIDORI.

Il faut tenir

En annonçant, au lendemain du Congrès Confédéral, sa volonté de poursuivre une lutte plus implacable que jamais contre la minorité, la direction de la C.G.T.U. faisait un geste anti-syndicaliste ; elle créait un état de choses anormal, car l'activité du mouvement syndical, dans l'intervalle des Congrès, ne saurait être consacrée à la bataille des tendances sans mettre en péril la vie même des organisations.

Après le plénum de l'I.S.R., qui décida de renforcer encore cette lutte et lui fixa l'objectif de débarrasser la C.G.T.U. des « réformistes » que nous sommes, paraît-il, devenus, nous avons assisté à une recrudescence d'attaques et de calomnies : la lutte contre la minorité fut même liée à la propagande officielle de la C.G.T.U.

Nous assistons aujourd'hui à la création par la C.G.T.U. d'un journal le *Cri du Docker*, fondé tout spécialement pour combattre une Fédération adhérente à la C.G.T.U., la Fédération des Ports et Docks, qui a commis le crime impardonnable de se donner une direction minoritaire.

A quoi peut aboutir tout ceci ? A provoquer dans nos rangs un courant d'indignation et de dégoût qui, dans le meilleur des cas, se manifeste par l'abandon de la lutte, les militants écœurés se réfugiant dans leur coin, — et dans le pire des cas, par le départ d'une C.G.T.U. où l'on s'ingénie à rendre la vie impossible.

« Que faire contre ce courant de dégoût ? » demande, dans un article du *Cri du Peuple*, le camarade Boville, secrétaire de la Fédération de l'Alimentation. Il annonce que six syndicats de sa Fédération, pour la plupart fédérés depuis vingt-cinq ans, ont décidé de se réfugier dans l'autonomie. C'est là un fait très grave qui mérite toute l'attention des militants minoritaires.

Que faire ? Mais résister à ce courant, montrer aux militants des syndicats intéressés qu'en se retirant de la C.G.T.U., ce n'est pas la direction confédérale qu'ils affaiblissent, mais la minorité ; c'est la renaissance du syndicalisme qu'ils compromettent. Et le camarade Boville a mille fois raison d'écrire : « C'est nous qui sommes affaiblis au profit de ceux dont le plan consiste à faire des ruines pour régner dessus. »

Si nous ne connaissions le but recherché par la direction confédérale, qui est de nous mettre par tous les moyens à la porte de la C.G.T.U., nous serions en partie excusables de céder au courant d'indignation et de dégoût. Mais sachant bien à qui nous avons affaire, nous avons le devoir de tout mettre en œuvre pour empêcher nos amis d'abandonner la rue de la Grange-aux-Belles. A ceux qui seraient tentés de le faire, il faut en montrer toutes les conséquences. Ceux qui sont partis, il faut sans cesse les appeler à réparer leur geste, A RENTRER.

Car l'avenir de la C.G.T.U. lui-même dépend de la ténacité que nous mettrons à demeurer, coûte que coûte, dans la maison. Partir, ce n'est pas seulement affaiblir la minorité, c'est précipiter la liquidation de la C.G.T.U. Or, du point de vue révolutionnaire et tant que l'unité syndicale ne sera pas refaite, on ne peut envisager sans frayeur la disparition de notre organisation centrale.

Je sais bien que la lutte est difficile et qu'il est des coups qui vous touchent jusqu'au fond de vous-même. Mais notre qualité de minoritaires n° 1 nous permet de dire amicalement à certains militants de la minorité n° 2 : « Comment, vous voilà déprimés, découragés, dégoûtés, seulement au bout de six mois de lutte ? Qu'est-ce que vous diriez donc si, comme nous, vous luttiez depuis six ans, et pas toujours, il s'en faut, avec des armes ni des atouts comme ceux que nous possédons ensemble aujourd'hui! Il faut tenir, malgré tous et malgré tout. Car, en dehors, vous n'avez que des chemins sans issue. Si vous êtes vraiment des syndicalistes révolutionnaires, il faut rester dans la C.G.T.U. à tout prix. »

Voilà le *Cri du Peuple* à son quinzième numéro, et c'est une belle preuve de force que la minorité unique administre à ses adversaires de tendance. Mais nous souffrons terriblement de l'absence d'une organisation solide des éléments minoritaires. Mieux organisés, nous aurions pu éviter la défaite dans le Textile de Tourcoing, et, naturellement, la déplorable cassure qui a suivi. Mieux organisés, nous pourrions parcourir le pays pour ranimer les énergies, empêcher les défaillances. Mieux organisés nous pourrions porter la parole minoritaire dans les organisations que l'on dresse contre nous. Comment remonter le courant de dégout qui nous assaille ? En fondant partout nos Comités pour l'Indépendance du Syndicalisme, et en créant entre eux la liaison étroite qui nous manque.

M. CHAMBELLAND.

Les Cheminots et le Premier Mai

La Fédération Unitaire des Cheminots vient d'adresser à tous ses syndicats un rapport en vue du Conseil fédéral des 21 et 22 courant. Dans ce rapport, le Bureau fédéral demande aux syndicats de se prononcer sur sa proposition pour le prochain Premier Mai. Voici ce que propose le Bureau fédéral :

1° Grève de 24 heures dans les ateliers et le service de la voie;

2° Grève de 1 heure dans les services roulants, les triages et les gares.

Nous verrons quel accueil les syndicats de cheminots feront à cette proposition. Mais il nous paraît certain que la Fédération des Cheminots se cassera les reins si elle pousse l'aventure jusqu'au bout. C'est pourquoi nous crions : « Casse-cou! »

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

LUNDI 24 FÉVRIER. — Mort de Raymond Lavigne, l'initiateur de la manifestation internationale du 1er mai.

MARDI 25. — A la Guadeloupe, la gendarmerie tire sur des grévistes; trois morts et plusieurs blessés.

— Le cabinet Chautemps est renversé par 292 voix contre 277.

MERCREDI 26. — Doumergue rappelle Tardieu.

— Chiappe, comme jadis Foch, dément son interview de la *Stampa*.

JEUDI 27. — *Espagne*. — Discours de Sanchez Guerra attaquant la monarchie.

VENDREDI 28. — Treize condamnations à mort à Hanoï contre les « rebelles » de Yen-Bay.

SAMEDI 1er MARS. — Tardieu rafistole son ministère avec quelques Dumesnil, David et Laval.

DIMANCHE 2. — *U. R. S. S.* — Staline met en garde contre des « tentatives aventureuses » de collectivisation de l'agriculture.

LUNDI 3. — Inondations dans le Sud-Ouest : Montauban, Moissac, etc., sont envahis par les eaux. Centaine de morts.

— *L'Humanité* dénonce un provocateur, Pethieux, parmi les détenus politiques de la Santé.

MARDI 4. — Grève générale à Morez contre la répression.

MERCREDI 5. — Le cabinet Tardieu obtient à la Chambre 316 voix contre 263.

JEUDI 6. — L'appel en faveur de la « Journée contre le chômage », n'est pas entendu à Paris; quelques bagarres place du Combat. Manifestations à Berlin, cinq ouvriers tués, et à New-York.

— Congrès extraordinaire du Syndicat des Indirectes.

VENDREDI 7. — Réunion à Paris des bureaux de l'Internationale socialiste et de la Fédération Syndicale Internationale sur le désarmement.

— Fin du lock-out des tisseurs de Beauvois-Fontaine.

— Discours de Voilin au Sénat sur les assurances sociales.

Belgique. — Explosion de grisou à Marcinelle, bassin de Charleroi : douze morts.

Allemagne. — Le Dr Schacht démissionne de la présidence de la Banque du Reich.

SAMEDI 8. — L'avocat Marcel Villard passe en correctionnelle pour avoir traité de mouchard Journia-Lamant.

DIMANCHE 9. — Conférence nationale du parti communiste.

Inde. — Gandhi lance son appel à la désobéissance civile.

Transvaal. — Coup de grisou : trente morts.

LUNDI 10. — *Etats-Unis*. — Arrestation de W.-Z. Foster et de quatre autres militants communistes à la suite des manifestations du 6 mars.

L'arrosage de la campagne contre les Assurances sociales

La lettre suivante, publiée par le *Peuple* du 25 février, montre avec quel effort le patronat combat les Assurances sociales ; cette lettre avait été adressée par un industriel de Seine-et-Oise au président de son syndicat.

J'ai bien reçu l'avis par lequel notre secrétaire général m'informait que ma « firme » était taxée à *cent mille* francs pour sa contribution à la campagne contre la loi des assurances sociales.

Permettez-moi, tout d'abord, de trouver le procédé un peu cavalier.

Sans savoir exactement ce que je « vaux », comme disent les Américains, sans me consulter, on me fixe à cent mille francs, pas un sou de plus ni de moins. C'est la *carte forcée*.

Et c'est aussi *l'opinion forcée*, car je n'ai fait connaître à personne ma pensée sur les assurances sociales. A priori, sans me consulter encore une fois, on me range parmi les opposants. J'ignorais, quand je suis entré dans notre association, que j'abandonnais ma liberté d'opinion sur un sujet non prévu par nos statuts, que je m'engageais à *arroser* journalistes et politiciens pour acheter leur conscience, c'est-à-dire pour me faire *corrupteur*, à seule fin de recruter des *corrompus*.

Rien que ce fait révolte ma droiture..., etc.

⁂

« Appuyez le gouvernement travailliste anglais... »

Dans leur réunion du 7 mars, les Bureaux de l'Internationale socialiste et de la Fédération Syndicale Internationale ont adopté la résolution suivante :

En imposant à l'Allemagne les clauses de désarmement inscrites dans le Traité de Versailles, les autres puissances signataires du traité ont pris l'engagement solennel de poursuivre le désarmement général.

Cet engagement, jusqu'ici, n'a point été tenu. Les travaux de la commission préparatoire du désarmement à la S. D. N. sont restés sans résultats effectifs. Les peuples, accablés sous le poids des charges militaires, attendent en vain depuis dix ans la réalisation des promesses contenues dans le traité de Versailles, ainsi que dans le pacte de la S. D. N.

Au lendemain de la victoire des travaillistes britanniques, ils avaient cependant salué avec joie l'initiative du gouvernement Mac Donald qui a abouti à la convocation de la conférence des cinq puissances à Londres en vue du désarmement naval. Sans se faire d'illusions sur les possibilités de l'heure, ils comptaient, ils croyaient pouvoir compter tout au moins sur une réduction réelle et sensible des armements navals existants.

Mais, une fois de plus, il a suffi que la conférence soit réunie pour que, même dans ces limites, il y ait lieu de craindre de nouvelles déceptions.

Le gouvernement travailliste a donné et continue à donner des gages de son désir sincère d'aboutir, non seulement à un arrêt de la course ruineuse aux armements navals, mais à une réduction générale pour toutes les catégories, qui, seule, peut faire que la conférence ne soit pas un insuccès total.

Mais au point où les choses en sont venues, il apparaît avec trop d'évidence qu'à des degrés divers les autres gouvernements ne sont pas disposés à accueillir ces propositions dans l'esprit où elles sont faites.

En semant le doute sur la valeur réelle des pactes internationaux qu'eux-mêmes ont signés, en faisant croire par leur attitude qu'ils ne sont que des chiffons de papier ne justifiant l'abandon d'aucune mesure militaire de soi-disant sécurité, en cédant à des préoccupations de prestige qui leur font réclamer des parités sans aucun rapport avec leurs forces navales actuelles, en invoquant, sous la pression des puissances capitalistes intéressées aux armements, de prétendus besoins qui n'ont évidemment rien à voir avec les nécessités d'une légitime défense, ils risquent de préparer à la conférence un échec qui serait un désastre, car il aboutirait fatalement à de nouvelles courses aux armements conduisant elles-mêmes à la guerre.

Travailleurs de tous les pays, les questions qui se discutent à Londres n'intéressent pas seulement les cinq pays représentés à la conférence navale. Des décisions qui y seront prises dépendra dans une large mesure le succès ou l'échec des promesses plus générales contenues dans le pacte de la S. D. N.

Ce qui est en jeu, c'est de savoir si décidément les peuples s'orienteront vers la paix ou vers la guerre, vers le désarmement ou vers un renforcement du militarisme qui conduirait le monde à la ruine et à la catastrophe.

Le pacte de la S. D. N., le pacte Kellogg et les autres accords de ces dernières années ont été les hommages rendus à la volonté pacifique des masses.

C'est aux masses qu'il appartient d'appuyer ceux qui veulent en tirer les conséquences logiques, de faire échec, au contraire, à ceux qui, toujours prêts à invoquer des prétextes pour renforcer le militarisme, n'y veulent voir que des promesses menteuses et des engagements qui ne sont pris que pour être déchirés.

Appuyez le gouvernement des travailleurs britanniques dans son effort sincère de pacification et de mise hors la loi de la guerre ! Dénoncez à l'opinion ceux qui,

dans un but d'impérialisme ou de prestige, veulent lier sur vos épaules le fardeau de charges militaires démesurées.

Ce n'est pas seulement en Angleterre, en France, dans les autres pays représentés à Londres que les deux Internationales, doivent affirmer leur politique. C'est partout où il y a des travailleurs résolus à lutter contre la guerre et contre ceux qui contribuent à la préparer.

⁂

L'interview de Chiappe La *Stampa* du 21 février a publié une interview du préfet de police prise par un de ses rédacteurs, Ornaldo Cipolla. Elle a été démentie par Chiappe, le 27 février, mais les démentis de ce genre — on se souvient de celui de Foch au journal anglais le *Referee* — ne sont généralement que des gestes politiques mensongers.

Voici les principaux passages de cette interview :

— Vous avez très bien fait de venir me voir. Tout ce qui peut servir à nous rapprocher est toujours accueilli par moi avec le plus sincère enthousiasme.

J'adore l'Italie comme tous les Français intelligents l'adorent, et je suis plein d'admiration pour tous ceux qui œuvrent en vue du rapprochement des deux grands peuples... Comment pourrait-il en être autrement ? Vous, aujourd'hui, grâce au prestige d'un homme d'exception et à la vertu d'une doctrine politique qui a placé votre pays dans la voie d'un travail exaltant et intensif, vous avez droit de notre part à la plus inconditionnée sympathie. Soyez persuadé, qu'en France, germent et se développent beaucoup plus de sentiments d'admiration pour l'Italie de Mussolini qu'on ne paraît le croire dans la Péninsule.

Si vous affirmiez que les meilleurs hommes de France considèrent le fascisme avec le plus profond respect et la confiance la plus grande, vous seriez absolument dans le vrai...

....

Rien n'a paru plus miséreux que la faillite de la Banque Ouvrière et Paysanne, que j'ai provoquée par l'enquête judiciaire, qui a démontré les façons d'agir des seigneurs communistes envers les petites épargnes du peuple.

....

La Stampa. — Et comment pensez-vous vous défendre contre l'incessante propagande de Moscou ?

Chiappe. — En vérité, cela n'est pas arrêté. Je suis le Préfet de police de Paris, c'est-à-dire un instrument qui agit suivant les directives du gouvernement... Mais je peux exprimer une opinion, c'est-à-dire que, tout en étant convaincu que la pleine santé française peut subir sans grave secousse toute tentative de corruption bolchevique que la Russie exercera dans l'avenir, je crois que le mal doit être soigné à la racine...

La Stampa. — Rompre les relations diplomatiques avec les Soviets, dresser encore une fois une muraille d'acier entre l'Europe et la Moscovie rouge ?

Chiappe. — Pour ce que je sens, c'est l'opinion de tous les diplomates de l'Occident qui ont fréquenté dans ces dernières années, ce malheureux et immense pays. La Russie a effectivement comblé la mesure de notre tolérance : la Russie se moque de nous.

Si les relations diplomatiques continuaient à subsister — ou pour mieux dire si la France continuait à accueillir et à offrir l'hospitalité aux communistes russes, la seule espèce de moscovites qui réussissent pratiquement à sortir de la République fédérative, cela ne nous impressionnerait pas et nous saurions démontrer au monde que la vitalité française n'est pas contaminée par le virus léniniste...

....

Je suis certain que les auteurs de l'enlèvement de Koutepoff qui probablement seront aussi les assassins du général, ne se trouvent plus sur notre territoire.

Une police du genre de la Guépéou ne prépare et n'exécute pas un coup comme celui-ci sans avoir pourvu, avec la plus scrupuleuse et la plus sûre minutie, au plein et facile salut de ses mandants. Ce n'est pas avec des malfaiteurs ou des bandits que nous avons à faire, mais avec toute la police bolchevique, base et soutien de la forme de gouvernement existant en Russie, et dont les ramifications existent partout cachées, sauf en Italie...

L'influence prolétarienne sur l'art La peinture moderne est-elle tout simplement le produit d'une bourgeoisie décadente, ou bien, au contraire, est-elle une tentative vers un art s'inspirant des conditions de vie du prolétariat? Telle est la question bien souvent posée, et qui semble encore loin d'être résolue.

Versons au dossier cet extrait d'un roman de Michel Georges-Michel, intitulé *les Montparnos ;* il s'agit d'une princesse, toute fraîche sortie de « son monde », que son amant, peintre lui-même, guide dans les milieux de la jeune peinture :

Et quand la princesse demandait :

— Mais pourquoi ce peintre choisit-il pour sujet ce balai et ce melon plutôt que...

— Viens...

Et il la conduisait, par exemple, chez Metzinger, un des premiers cubistes. Il l'obligeait à descendre dans le Nord-Sud, et elle entrevoyait déjà la laideur vivante, prenante des foules, des machines.

— Ce qui est pour toi l'exception est pour eux le quotidien, le normal, et c'est cela qu'ils décrivent et peignent. Mais viens.

A la dernière station, ils descendirent près des lépreuses fortifications en démolition, longèrent des hangars, des palissades où pourrissaient de vieilles affiches, où rouillaient des enseignes, où des ordures voletaient au gré de la bise.

Ils enfilèrent une rue glaciale et, dans une sorte de caserne, montèrent par un escalier gris.

Une fenêtre semblait un trou de lumière.

— Regarde.

On dominait une usine, aux toits en zigzags, aux ponts roulants, aux cheminées fumantes, aux cours pleines de ferraille.

Et cette vision dominait la morne atmosphère de la maison.

Au quatrième étage, il dit :

— C'est ici. Regarde. Dans l'escalier gris, aux murs douteux, vois comme rutile et brille le compteur électrique peint de neuve peinture, et aux cuivres éclatants. Quelle impression de force, de sécurité, de civilisation il donne dans cet escalier lointain. Et regarde le chou, ce chou que l'on cacherait sous les tables de tes cuisines, comme il brille sur ce paillasson. Dans cette obscurité, dans la pauvreté de ces marches poussiéreuses, quelle richesse de couleurs : regarde ces verts qui luisent, qui semblent être vernis, et si propres, et si luxueux. Comprends-tu pourquoi ces peintres, qui vivent dans ces quartiers pauvres, dans ces maisons désertes de toute fraîcheur, choisissent pour sujet l'éblouissant compteur, seule couleur propre dans leur maison, ou le chou, ou le balai qui brillent comme de l'or pur dans l'indigence normale de l'ambiance.

NOUS AVONS REÇU

G. Guillaumie : *Eugène Le Roy*, romancier périgordin (1836-1907), 12 fr. (Féret, Bordeaux.)

Mariano Azuela : *Ceux d'en bas.* Traduct. de J. et J. Maurin (Fourcade).

Lapjat Rai : *L'Inde malheureuse.* Texte français de Mme Marcel Girette. Avant-propos de Romain Rolland, 20 fr. (Rieder).

Louis Perret : *La Finlande*, 18 fr. (Rieder.)

A. Sérafimovitch : *Le Torrent de fer*, roman traduit du russe par Maurice Parijanine, 12 fr. (Editions sociales internationales.)

Georges David : 2.000 *habitants*, 12 fr. (Editions sociales internationales.)

Francesco Fausto Nitti : *Nos prisons et notre évasion*, 15 fr. (Valois.)

Poèmes d'ouvriers américains. Traduits par N. Guterman et P. Morhange, 9 fr. (Les Revues.)

Michel Matveev : *Les Hommes du* 1905 *russe.* Nouvelle édition, 12 fr. (Les Revues.)

Roger Picard : *Les Assurances sociales*, nouvelle édition, 40 fr. (Libr. des Juris-Classeurs.)

Lucien Laurat : *L'Accumulation du Capital d'après Rosa Luxembourg.* 25 fr. (Rivière.)



Le Gérant : M. Chambelland.
Impr. LABOR 8, Bd de Vaugirard, [Pa]ris-XV

Téléphone
Combat 08-02
R. C. 225.494 B

SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE

LA VIE ENSEIGNE — LE LIVRE PRÉCISE

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 17. R. DE SAMBRE-&-MEUSE. PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Dernières Nouveautés

QUESTIONS SOCIALES

Léon TROTSKY : Ma Vie. Essai autobiographique. I 1879-1905. Traduction de Maurice Parijanine (Rieder) .... 16 fr. 50
Jean GRAVE : Le Mouvement libertaire sous la IIIe République (Œuvres représentatives) .... 12 fr.
Francesco Fausto NITTI : Nos prisons et notre évasion (Valois) .... 15 fr.
Alice JOUENNE et Aug. FAUCONNET : L'Enfance et la Coopération (Presses Universitaires) .... 18 fr.

LITTERATURE

Victor MERIC : Les Compagnons de l'Escopette (Épi) .... 12 fr.
Paul LAFFITTE : Golconde (Albin Michel) .... 15 fr.
Alexis TCHAPYGUINE : Stenka Razine. Chronique du XVIIIe siècle russe. Trad. de V. Soukhomline (Payot) .... 30 fr.
Sinclair LEWIS : Babbit. Trad. de M. Rémon (Stock) .... 25 fr.
Georges LE FEVRE : Un Bourgeois au pays des Soviets (Tallandier) .... 12 fr.
Waldo FRANK : Nouvelle découverte de l'Amérique. Trad. de Mme Savitsky (Grasset) .... 15 fr.
Jean TOUSSEUL : Le Retour (Rieder) .... 12 fr.

EDITIONS DE LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, rue de Sambre-et-Meuse Paris-Xe
Chèque postal N° 43-08

VIENNENT DE PARAITRE :

ALBERT THIERRY

Le Révélateur de la douleur

Un vol. de 420 pages (14×19), prix : 20 fr.

VICTOR SERGE

L'An I de la Révolution Russe

Un vol. de 472 pages (14×19), prix : 20 fr.

CHARLES BOUSSINOT

LES MESKINES

Un vol. de 344 pages 11 1/2×18 1/2), prix : 15 fr.

Nos prix spéciaux de souscription n'étant maintenus que jusqu'à la mise en vente, ceux ci-dessus sont dès à présent en vigueur. Cependant, nous maintenons encore les prix primitifs pour toute commande portant sur les trois ouvrages, soit franco : 40 fr. Utiliser de préférence le chèque postal pour tout envoi d'argent, en mentionnant la commande sur le talon.